



le monde

Libertaire

ISSN 0026-9433



Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°767

JEUDI 9 NOVEMBRE 1989

10,00 F

ni dieu

ni voile

FINANCES

Premiers couacs
mais la lutte continue !

PAGE 5

BOURSE

Mini-krach :
on flippe
au pays du business

PAGE 6

R.D.A.

On change de plombier,
les fuites continuent !

PAGE 8

F°P. 2520

communiqués

• TOULON :

Le groupe Région toulonnaise organise une réunion/débat ayant pour thème : « Où va la Chine ? » le 9 novembre à 20 h 30, salle Mozart.
Entrée libre et stands.

• BOURGOIN :

Le collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin organisent le samedi 18 novembre, de 14 h 30 à 17 h, un stand de presse, place des Halles à Bourgoin.

• AMIENS :

Le groupe Germain d'Amiens vend le *Monde libertaire* devant les nouvelles galeries, chaque vendredi après-midi, à partir de 16 h.

SAINT-ETIENNE :

L'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire » est diffusée désormais les lundis, de 20 h à 21 h 30, sur Radio Dio (89,5 MHz), avec ses rubriques habituelles : analyse de l'actualité, informations sur l'Espagne, l'Amérique latine et l'Extrême-Orient, revue de presse anarchiste.

• SAINT-ETIENNE :

Permanences du groupe Nestor-Makhno : tous les premiers et troisièmes jeudis du mois, à partir de 18 h 30, salle 15 bis CNT-AIT - Libre Pensée, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• BREST :

Le groupe Les Temps nouveaux de Brest a repris ses émissions sur Fréquence Mutine (103,9 MHz). Chaque mercredi de 20 h à 21 h, les auditrices et les auditeurs brestois pourront donc de nouveau écouter les « Raisons de la colère », l'émission des anarchistes.

• RENNES :

Le groupe de Rennes de la Fédération anarchiste organise le jeudi 23 novembre à 20 h 30, à la Maison du Champ de Mars, une soirée consacrée au *Canard Enchaîné*. Cette soirée débutera par le film de Bernard Baissat *Aux quatre coins du Canard*. Un débat suivra avec Bernard Thomas sur la presse en général et la presse libre en particulier.

• BOURGOIN-JALLIEU :

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : « ... Et l'anarchie ? », (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser), « J'enmerde Le Pen », « ... Et l'anarchie ? » (+ chat noir), tous à 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires.

Pour toute commande : « Contre courants », La Ladrère, Saint Alban de Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

• COLOMBES.

Une liaison s'est créée à Colombes (92). Les personnes intéressées peuvent écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

| TARIF | France (+ DOM-TOM) | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|---------------|-----------------------|----------------------------|----------|
| 1 mois, 5 n° | 35 F | 70 F | 60 F |
| 3 mois, 13 n° | 95 F | 170 F | 140 F |
| 6 mois, 25 n° | 170 F | 310 F | 250 F |
| 1 an, 45 n° | 290 F | 530 F | 400 F |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Points de vue sur l'anarchisme

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Chaque cours sera précédé d'une émission d'introduction sur Radio-Libertaire (89,4 MHz) le samedi de 19 h 30 à 21 h :

- 14 novembre : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ;
- 21 novembre : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^e (métro Blanche).

FÉDÉRATION ANARCHISTE

liste des groupes f.a.

REGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 11^e, 12^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse, Evry (liaison), Val d'Yerres — Hauts-de-Seine : Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — Seine-Saint-Denis : Sevran-Bondy, Saint-Denis — Val-de-Marne : Créteil, Arcueil — Val d'Oise : Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

Alpes de Haute-Provence : Digne — Aisnes : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Arles, Marseille — Charentes : Angoulême — Charentes-Maritimes : Rochefort/Marennes — Côtes-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loir : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (3 groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Grenoble, Bourgoin-Jallieu — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Thionville, Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Scherwiller — Rhône : Lyon — Seine-Maritime : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.

• LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — Alpes-Maritimes : Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : liaison des Ardennes — Aveyron : Sainte-Affrique — Charentes-Maritimes : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Eure : Evreux — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Jura : liaison Jura — Loir-et-Cher : Blois — Loire-Atlantique : Saint-Nazaire — Morbihan : Lorient — Nord : Douai — Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand — Pyrénées-Atlantiques : Pau — Bas-Rhin : liaison Bas-Rhin — Haute-Saône : Liaison Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Haute-Savoie : Annecy — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Sollie-Pont, Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vosges : Saint-Dié, Sémonon — Cantal : Aurillac — Creuse : Liaison Creuse — Haute-Garonne : Montrejeau.

Les personnes qui veulent prendre contact avec les groupes et liaisons de la Fédération anarchiste peuvent passer par les Relations intérieures : Fédération anarchiste (RI), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Prochains numéros du *Monde libertaire* :
n° 768 le 23 novembre, n° 769 le 7 décembre,
n° 770 le 21 décembre, n° 771 le 4 janvier,
et n° 772 le 18 janvier.
Nouvelle formule : n° 773 le 1^{er} février 1990.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

éditions

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »



Le numéro 63 de « Contre vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre courants », c/o La Ladrère, Saint Alban de Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• « LE FARFADET »

Revoici « Le Farfadet » ! Après un numéro double consacré en partie au Pérou (toujours disponible contre 10 F, port compris, à notre adresse), le numéro 8 fait le point sur l'immigration (loi Joxe et droit d'asile) et publie deux interviews de Verdun (groupe anarcho-punk) et de nos compagnons belges de Nabate. Vous y trouverez également des articles sur la vivisection, la militarisation de notre société, etc. Le numéro 8 (de 12 pages) est en vente à la librairie du Monde libertaire (au prix de 5 F) et bien sûr à notre adresse, pour 9 F port compris.
Magazine libertaire, Radio Alternantes : 19 rue de Nancy, 44300 Nantes.



• « HUMEUR NOIRES - GRAFFITI »



Voici le dernier numéro d'« Humeur noires - Graffiti », où on découvre bien sûr des articles... d'humeur, mais aussi l'histoire d'un squat athénien. Ce sera l'occasion de faire le point sur le fascisme en France et le mouvement indien face aux commémorations des 500 ans de la découverte de l'Amérique.

• « LA GRANDE RÉVOLUTION »

« La Grande Révolution » de Kropotkine vient enfin de paraître. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 130 F. Par ailleurs, nous informons les lecteurs que la souscription de soutien à la parution du livre « Les Anarchistes et la Révolution française » est toujours valable. 110 F prix de souscription. Chèque à l'ordre de Gaetano Manfredonia.
(Groupe Pensée Action)



RELIGION

Le retour des cléricaux

La condamnation à mort de Salman Rushdie pour ses *Versets sataniques* (éditions Christian Bourgeois) et la cinquantaine d'agressions diverses ayant suivi la diffusion du film de Martin Scorsese *La Dernière Tentation du Christ* basé sur le roman du même nom de Nicos Kazantzaki (éditions Plon) pose la question du droit au « blasphème ». Bien sûr, le « blasphème » n'existe que pour les croyants, qui ne sont d'ailleurs en aucune façon obligés de lire des livres « sacrilèges » ou à voir des films « impies ».

Pour nous, affirmer le droit au « blasphème » a pour but d'affirmer les libertés d'expression et de conscience. En distinguant bien la liberté de conscience (liberté de choix entre les opinions religieuses, agnostiques, athées, voire l'indifférence) et la « liberté religieuse » (liberté de choix uniquement entre des opinions religieuses). L'interdiction ou la garantie du droit au « blasphème » est un des principaux critères permettant cette distinction. Les libertés d'expression et de conscience peuvent être englobées sous le terme générique de liberté de penser. La liberté de penser est totale ou elle n'est pas.

Assurer la liberté de penser suppose la recherche des conditions concrètes la garantissant (conditions sociales, politiques, juridiques) et le combat contre les forces tendant de la limiter, et donc de la supprimer. Pour s'en tenir aux forces spécifiquement religieuses, l'islam fait la une des journaux pour des raisons diverses. Dans de nombreux cas, il n'est guère difficile de démasquer le racisme derrière les déclarations de personnes fort peu atta-

chées à la laïcité jusqu'à présent. D'autre part, il est vrai que l'émergence du fait musulman en France nous impose une réflexion. Je m'y suis pour ma part essayé dans un rapport publié par *Les Cahiers rationalistes* de mai 89. *Les Banlieues de l'islam* de Gilles Kepel (éditions du Seuil) est une description remarquablement complète et précise de ce phénomène complexe.



Le catholicisme connaît également un spectaculaire évolution qualifiée de « restauration catholique » selon les termes du cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi (ex-Saint-Office). Sans tenter de décrire ici cette « restauration », qui ne s'accomplit pas uniquement sous la pression des « traditionalistes », il

faut rappeler qu'elle s'accompagne d'une stratégie européenne de grande envergure dont une des conséquences en France est la remise en cause de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat.

Si la notion d'Etat est radicalement critiquable, tous les Etats ne se valent pas. En s'appuyant sur la notion de « liberté religieuse » (reconnaissance et financement des cultes par l'Etat), les cléricaux catholiques tentent de faire accepter la transformation de l'Etat républicain laïque en Etat pluri-confessionnel. Les revendications propres à la « communauté » musulmane, dont le port du « hidjeb » à l'école n'est qu'un aspect, s'inscrivent finalement dans cette tentative, de même que les recherches « identitaires » protestantes (par exemple Jean Baubérot : *Le protestantisme doit-il mourir ?*, éditions du Seuil) et juives (par exemple André Néher : *L'identité juive*, réédité par Seghers). Cette tentative est analysée par Jean Crocq dans *La Laïcité sous le signe de la croix et du croissant* dans *La Raison*, juillet-août 1989 (mensuel de la Libre Pensée, 10, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris-5^e).

La « sainte alliance » que nous avons vu s'esquisser ces derniers mois pour le « respect des croyances » est appelée à durer malgré certains conflits, en particulier judéo-catholiques (affaire du Carmel). Il est temps de reprendre l'étude sérieuse du phénomène religieux (les éditions Fayard viennent de rééditer *De la justice dans la Révolution* et dans *L'Eglise de Proudhon*) et de nous regrouper pour défendre la liberté de penser.

Charles Conte, libre penseur.

EDITORIAL

VOICI trois semaines, nous étions loin de nous douter de l'importance qu'allait prendre « l'affaire du voile ». Notre éditorial, précédant de dix jours la position de Jospin, disait : « Interdire n'est pas une solution ». Le ministre a cru satisfaisant tout le monde en s'affirmant laïc convaincu, mais en acceptant le port du foulard au nom de la tolérance et de l'intégration. Il a fait tout faux, et dépassé par la déferlante, il refile le bébé au conseil d'Etat.

Les libertaires doivent-ils unir leur voix à celles qui demandent à l'Etat d'exclure des enfants de l'école ? Faut-il céder à ce qu'il faut appeler par son nom : la montée de l'intégrisme musulman ?

Depuis notre édito d'octobre, les hiérarchies cléricales, le sérial politicien, de nombreux intellectuels ont déversé dans la presse leurs certitudes. Les plus radicaux ne sont pas ceux qu'on attendait.

La conviction avec laquelle les vedettes de la droite défendent la laïcité laisse perplexe. Ce sont les mêmes qui, hier encore, paraient de toutes les vertus, au nom de la liberté, l'école « libre », entendez privée et confessionnelle. La virilité laïque des centristes, des socialistes, faux-frères et vrais concurrents de Jospin, des républicains nouveaux, nous n'y croyons pas plus. Mais qui propose, parmi eux, de traiter tous les insignes religieux à égalité ?

De l'autre côté, disons sous le voile, nous retrouvons péle-mêle la nouvelle gauche, SOS Racisme, les religieux de toute confession qui, dans leur œcuménisme dégoulinant, se prosternent devant une coutume, au nom du concept galvaudé de tolérance. Les fondamentalistes musulmans eux-mêmes s'évertuent à nous convaincre de leur soudaine conversion à la tolérance. Les lapideurs de femmes adultères se permettent des paraboles sur la liberté des femmes. On croit rêver !

Nous renvoyons dos-à-dos les certitudes des nouveaux apôtres de la laïcité et la complaisance opportuniste et spacieuse des partisans du « laisser voler » à l'école.

Au-delà des trois fillettes de Creil, nous nous rangeons derrière l'avis du groupe de femmes iraniennes (voir article ci-dessous) : ne pas céder un pouce à l'intégrisme montant, par le dialogue et la persuasion, et nous ajoutons, par une propagande antireligieuse en prise avec notre époque. Ni Dieu, ni voile !

Démontons l'édifice autoritaire et patriarcal qui leur a donné naissance.

Le combat antireligieux, relégué à l'arrière-plan, revient sur la scène de l'Histoire en cette époque de naufrage des idéologies. Combattre l'alternative fondamentaliste religieuse partout dans le monde, et pour commencer chez nous, passe par une attitude de fermeté. La cohérence exige, dans ce cas, de ne faire aucune distinction religieuse.

Tous les insignes religieux hors des écoles laïques ! Chiche. Mais sommes-nous bien sûrs, au fond de nous-mêmes, que la réponse est adaptée à la profondeur de la question ?

RADIOS LIBRES

Communiqué de Radio-Libertaire

Amis,

Vite, vite, vite... Radio-Libertaire a besoin de votre aide. Sa présence sur la bande FM ne cesse de déranger. Le pouvoir « rose », par CSA interposé, pratique la guérilla administrative dans l'espoir — vain ! — de nous épuiser à la tâche.

Cette tâche nous la vivons au quotidien et en équipe : animateurs, secrétariat, techniciens... Le « rose » peut continuer à pâlir, nous avons un moral d'acier ! Sa seule considération pour une radio comme la nôtre se résume en « interdiction d'émettre ». Quelle hauteur de vue... Quel manque de respect pour notre station dont la puissance autorisée de 4 Kw reste bien chétive en égard à celles qui nous côtoient, qui nous couvrent sur la bande FM et qui maraudent librement comme le renard dans le poulailler du CSA...

Le moral, c'est aussi le soutien que nous recevons de tous nos amis auditeurs, libertaires ou non. Ils le témoignent, par leurs appels, leur aide et leur concours régulier à toutes les activités extérieures que Radio-Libertaire organise. Cela nous ravit d'aise. Mais, si cela est bon, plus que jamais, c'est en ce moment que votre radio dévoreuse d'électricité, de moyens techniques, de droits et de charges multiples, a besoin de votre soutien financier. Comment ?

C'est très simple. En envoyant votre soutien sous forme de chèques.* En souscrivant pour 100 F (minimum) une carte d'auditeur de RL, carte qui vous permet de disposer de tarifs réduits dans certaines salles de spectacle, de cinéma et quelques restaurants parisiens. Quelle que soit la formule choisie, votre participation est aujourd'hui précieuse parce que l'enjeu est de taille.

Non seulement il s'agit de riposter aux attaques de nos adversaires, mais aussi il faut nous battre pour améliorer, accroître l'audience de notre radio, la seule qui soit véritablement libre sur cette bande où s'agglutinent tous les vautours du système d'oppression et d'exploitation que nous subissons.

Merci pour votre appui.

Le Secrétaire

* Chèques à l'ordre de DMC : 145, rue Amelot, 75011 Paris (mention "soutien" ou "carte d'auditeur").

AFFAIRE DU VOILE À L'ECOLE

Le voile islamique : la loi coranique

Le groupe de femmes iraniennes « L'Éveil » nous a fait parvenir sa position sur « l'affaire du voile à l'école ».

Intellectuels et politiciens occupent la scène médiatique. Nous vous livrons l'opinion de celles qui ont souffert la montée de l'intégrisme.

Tel était le cri de ces quelques centaines d'hommes et ces quelques dizaines de femmes qui ont manifesté dans les rues de Paris, pour protester contre l'interdiction du port du voile islamique, dans les écoles laïques. Pour eux, le voile symbolise un statut de la femme musulmane, défini par un ensemble de lois coraniques. Les lois, qui ont d'ailleurs prescrit la polygamie, la lapidation, la répudiation, etc.

C'est ainsi que ce morceau de tissu, loin d'être un simple choix vestimentaire, se présente encore une fois comme un enjeu sociopolitique. Il devient en effet un sujet de conflit entre les forces qui défendent différents modèles de société.

Ce n'est pas par hasard que le problème du voile islamique se situe au cœur de la question des droits de la femme dans les pays musulmans.

Actuellement, nous assistons à un phénomène de réapparition de cette question au sein de la communauté musulmane en France. Ce problème ne peut être posé correctement si les liens entre les droits des femmes, la liberté des femmes et la laïcité sont

ignorés. Or très souvent, pour des raisons politiques ou autres, on a tendance à « oublier » l'existence même de ces liens.

Notre expérience, en tant que femmes iraniennes, montre clairement les conséquences néfastes de cette négligence. Des milliers de femmes iraniennes non voilées acceptèrent de porter le voile dans les manifestations contre le Shah pour symboliser l'alliance de toutes les forces anti-impérialistes. Nous pensions que cette lutte englobait tout et nous n'avons pas pris en considération les dangers de l'intégrisme religieux. Or, les intégristes ont bien profité de ce recul pour avancer de jour en jour et imposer leur loi aux femmes et à la société. Au commencement de la révolution iranienne, le voile représentait un choix identitaire de la femme musulmane ; il est devenu une obligation pure et simple. La flagellation et la prison pour les femmes non ou mal voilées sont devenues des châtements judiciaires. Ce n'était que le début !

Après, l'autorisation et l'encouragement de la polygamie, la lapidation des femmes « adultères », l'interdiction d'exercer certains métiers (notamment celui d'être juge), la non-mixité dans les écoles, la réduction de l'âge légal du mariage et même l'interdiction de chanter pour les femmes en public (!) sont devenues pratiques courantes.

Où, nous avons payé très cher notre « simple négligence » !

Comment, après cette amère expérience, pourrions-nous être indifférentes à ce débat sur le port du voile dans les écoles laïques, et surtout aux discours qui se veulent progressistes et qui, pris par la nécessité de la lutte anti-raciste (d'ailleurs très importante) tendent à occulter la question des droits des femmes et à céder devant les revendications intégristes, au nom d'un culturalisme primaire.

Le recul des forces laïques n'aurait pour conséquence que de favoriser le développement du discours intégriste au sein des familles musulmanes. Si la République laïque accepte l'application de la loi islamique dans ses écoles publiques, comment pourrait-on attendre que les femmes et les jeunes filles musulmanes qui ne veulent pas se soumettre aux lois islamiques puissent résister ?

Nous reconnaissons l'importance du dialogue et du débat pour tenter de trouver des solutions appropriées, mais un dialogue sain avec les intégristes ne pourrait jamais aboutir qu'en restant ferme sur les principes de la laïcité.

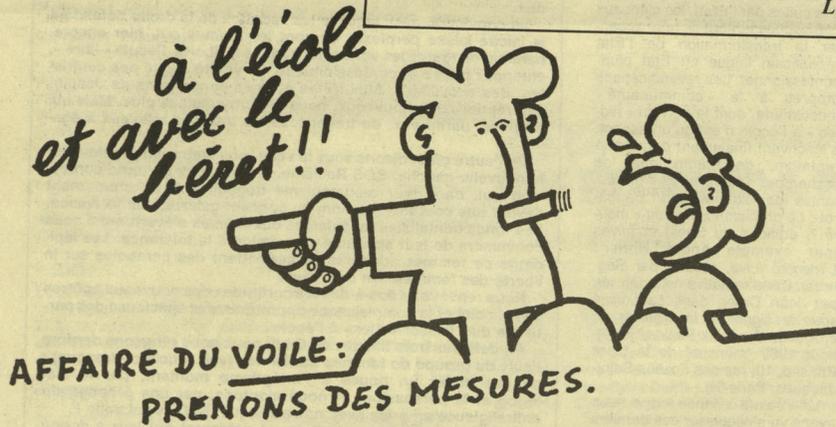
Notre expérience de femmes iraniennes mérite d'être prise en compte, surtout par les femmes musulmanes qui ne veulent pas accepter la version intégriste des droits des femmes dans l'Islam.

Pour le groupe Mahnaz MATINE

L'affaire des petites musulmanes de Creil a soulevé bien des problèmes et bien des débats, tant dans la presse que dans le monde politique. Nous ne vous cacherons pas que chez les anarchistes, le débat a aussi eu lieu. Plutôt que d'avoir une position « stricte », nous avons préféré porter notre jugement à différents points de vue. Ces points de vue ne sont pas des réactions à chaud, mais ont été mûrement réfléchies.

Dans l'éditorial du numéro 765 du *Monde libertaire*, nous avons évoqué ce problème en pleine actualité. Des trois textes qui vont suivre, deux se rejoignent : celui de Marc Prévôtel et celui d'Arnaud Muysen. Ces textes, en dehors du problème des signes extérieurs des religions, vont plus loin en soulevant le problème de l'intégrisme. Le troisième n'est pas un article en tant que tel, mais une lettre qu'une camarade enseignante a envoyé au principal de Creil qui a exclu les deux fillettes. Cette lettre est un soutien à l'attitude de ce principal.

Le Comité de Rédaction



Les femmes musulmanes, otages des intégristes

QUE de jeunes oies se couvrent les cheveux d'un foulard, même nommé « hidjeb », qu'est-ce que nous en avons à foutre, n'est-ce pas ? Nous sommes pour la liberté.

Cheveux couverts, cheveux découverts, verts, bleus, jaunes, longs, tressés, crépus, rasés, grands aryens blonds dolichocéphales, petits bronzés bruns brachycéphales, est-ce bien notre problème ? Nous ne sommes pas racistes, mais foncièrement antiracistes. Est-il même justifié de parler de races dans l'espèce humaine ?

Alors, cette histoire de jeunes beurs et de leurs fichus qui ne volent pas au vent, on pourrait être tentés de croire qu'il s'agit d'un piège à cons, d'un leurre.

Malheureusement c'est un vrai piège à cons, c'est-à-dire que si, par laxisme ou par paresse ou par erreur, nous nous comportons comme des cons, nous serons piégés : derrière ces gentilles petites minettes, il y a toute l'armée des curetons prête, à l'offensive. D'abord les imams et derrière les imams matent les rabbins, les pasteurs et les évêques, avec l'espoir quasiment avoué de s'engouffrer dans la brèche. Tout l'ignoble lupanar des religions qui se prend pour l'univers en expansion. Et ces gentilles beurs manipulées font inconsciemment le tapin pour la mafia des proxénètes cléricaux. Si nous les laissons faire, nous serons les prochaines victimes du racket de ces malfrats.

Fausse pudeurs

Le combat pour la liberté n'est jamais simple. Nos ennemis utilisent toujours en première ligne des petits soldats que nous avons des scrupules à flinguer parce que nous les jugeons irresponsables et que nous préférons nous en prendre directement aux chefs. Mais pour atteindre les chefs, il faut souvent enfoncer les premières lignes et ce serait une faute de s'inquiéter pour ceux qui s'y trouvent et les défendent, même si nous sommes prêts à

l'indulgence quand ils savent changer de camp au bon moment.

Dans notre hebdo, certains d'entre nous ne sont pas toujours tendres à l'égard de l'école laïque. Nous en savons les limites et ce n'est pas ce terrain que nous choisirions pour dénoncer la prétendue « pudeur religieuse » que des pères indignes et des frères abusifs imposent à des adolescents.

Il aura fallu près de trois semaines aux bonnes âmes de la « grande presse » pour commencer à s'intéresser à l'essentiel. Au début, dans leurs papiers, le « choc des cultures » ne leur inspirait que des commentaires capitulaires sur la question de la laïcité et les journalistes vendus aux réformateurs pieux avançaient innocemment l'idée de cette laïcité molle qu'ils nomment « laïcité ouverte » pour se faire bien voir des chefs de bande cléricaux, de Lustiger, du grand rabbin, du recteur de la mosquée de Paris, tous assemblés pour la curée.

Cette « culture » judéo-chrétienne que nous conchions, nombre de nos semblables qui n'ont pas su s'en libérer continuent de nous en faire subir les scories et nous n'avons pas fini de nous battre pour écraser son machisme.

Nous avons tout de même réussi à le faire reculer sensiblement et c'est tout cet acquis, bien imparfait, des droits de la femme qui est remis en cause par la chienlit cléricale islamiste, ouvertement soutenue par les chienlits cléricales christistes et judaïstes qui comptent sur elle pour se refaire une santé. On retrouve unies toutes les crapules qui gueulaient contre la liberté d'éditer Rushdie et contre la liberté de projeter Scorsese. Unies cette fois pour continuer d'humilier les femmes.

C'est de cette abjection que nous refusons d'être complices. C'est cette abjection que nous appelons à combattre sans faiblesse.

Retour de la barbarie

Nous n'accepterons pas qu'on se serve de jeunes bien dressées, rete-

nues en otages, pour réintroduire des pratiques moyenâgeuses.

Les musulmans libéraux que nous connaissons et que nous estimons — ainsi que tous ceux qui se sont éloignés de cette religion pour vivre leur vie à leur idée, comme cette jeune femme d'origine algérienne qui me disait, presque apeurée, il y a quelques semaines : « Je hais l'islam ! » — attendent de nous que nous ne les laissions pas seuls face aux barbares intégristes.

Dans certains établissements scolaires ce sont des parents musulmans qui ont eu le courage de venir demander qu'on n'accepte pas le port du hidjeb dans les classes. Ils ont besoin de nous soyons à leurs côtés pour faire barrage et c'est notre liberté que nous défendons en défendant la leur.

Imaginons ce qui se passerait si un de nos potes enseignants entraînait en classe en arborant ostensiblement un badge résumant son opinion (qui vaut bien toutes les croyances) : « Les curés, les pasteurs, les rabbins et les imams, à la lanterne ! »

Si la société que nous subissons maintient encore des mœurs barbares, ce n'est pas une raison pour en rajouter. Dans notre lutte contre la barbarie nous n'avons pas à nous soucier d'où elle provient, à privilégier certains barbares par rapport à d'autres. N'en déplaise à l'épouse préférée du président de la République qui se prend pour une souveraine et vient une fois de plus de perdre une occasion de se taire, nous fourrons tous les barbares dans le même sac, les islamistes avec tous les autres cléricaux et leurs cousins lepénistes ; y compris les salopards qui bouledozèrent les mosquées, car nous ne mettons pas en cause la liberté de culte quand elle ne sort pas du domaine privé.

Mais ces précisions étant apportées, nous n'oublions pas que les religions, toutes les religions, sont des excréments de l'intelligence. Elles ne nous imposeront pas leurs lois, ni leurs saloperies machistes. Les nervis intégristes ne nous impressionnent pas.

Marc Prévôtel

Voile sur la liberté

LIBERTE de penser, d'exprimer cette pensée, en même temps qu'exigence du dialogue. Ce principe de fonctionnement est depuis toujours défendu par les anarchistes. C'est le fondement même de notre politique.

De ce fait, la « question du foulard » ne se pose pas (et non du tchador ! Bonjour les amalgames, porte ouverte sur l'intolérance). Que l'on ne compte pas sur nous pour jeter l'anathème sur des enfants portant croix, étoile de David, faucille, marteau... A cercle, ou encore se couvrant les cheveux ou les portant très longs.

A l'argument de sécurité levé par certains enseignants de lycée technique craignant de voir happés par les machines leurs élèves aux foulards trop amples, il convient de rappeler qu'il y a quel-

ques années, d'autres voulurent interdire les cheveux longs pour la même raison, alors qu'il suffisait (on l'a heureusement compris plus tard) de demander aux élèves concernés de porter un bonnet lorsqu'ils travaillaient sur un poste exposé. La même solution s'applique encore.

Tolérer le port d'un signe distinctif religieux n'est pas donner caution à cette religion, c'est permettre aux individus de dialoguer de manière moins passionnée, donc plus raisonnée. Que l'école laïque se charge d'enseigner les Droits de l'Homme. Si le dialogue n'est pas rendu impossible par d'arbitraires interdictions, alors bien des voiles se lèveront. Et je ne parle pas seulement d'étoffes.

Arnaud MUYSSEN
(gr. Benoît-Brouchoux - Lille)

Paris, le 23 octobre 1989

Monsieur le Principal,

Je voudrais vous assurer de mon soutien, en cette affaire des « voiles » d'une portée décisive, non seulement pour la laïcité (et le respect de la loi de 1937), mais pour les orientations que prendra notre société multiculturelle.

Pas plus que je n'admettrais en cours des élèves portant des insignes nazis, des slogans racistes imprimés sur leurs vêtements, ou comme le suggérait un journaliste du *Monde* au début de cette affaire complexe des chrétiens portant une croix de grande taille qu'il serait impossible de ne pas voir, je n'accepterais une élève voilée peu ou prou. Je ne comprends pas à ce sujet la position de M. Harlem Désir (*Libération* du 21 octobre 89) : « La pire attitude, c'est le rejet des enfants en raison de signes extérieurs d'appartenance religieuse, même si ce sont des signes de prosélytisme... ».

C'est justement ces signes extérieurs et l'interprétation qui ne manque pas d'en être faite puisqu'ils ne visent que ça : être vus, commentés, faire de l'effet, influencer si possible — qui sont répréhensibles dans une communauté laïque où tout endoctrinement est à proscrire. Dans notre société, les immigrés ne peuvent jouir de certains droits que s'ils en accomplissent les devoirs : le problème s'est déjà posé à propos du service militaire des jeunes réclamant la citoyenneté française.

Il est vivement regrettable qu'après que vous ayez abouti (les diverses instances éducatives et les familles) à un compromis convenable, les organisations islamiques aient cru bon d'intervenir et de faire réclamer aux parents une permisivité totale en ce domaine. Le danger de ces positions qu'il faut bien appeler intégristes et qui font peu de cas, contrairement à ce qui est affirmé, de la volonté réellement libre et consciente du jeune sujet, aisément manipulable, ne sont pas sans évoquer les scandaleuses et horribles affaires de censure de ces derniers mois — tant du point de vue chrétien (la condamnation du film de Scorsese et l'attentat au cinéma *Le Saint-Michel*) que du point de vue islamiste (les menaces de mort contre l'auteur des *Versets sataniques*).

Mais j'interviens aussi en tant que femme : ces valeurs de tolérance et d'égalité que tout enseignant français digne de ce nom doit transmettre à la jeunesse sont particulièrement menacées par la situation faite aux femmes selon une certaine interprétation du Coran : masquer ses cheveux signifie dérober son corps à la vue des hommes et nie, conteste ostensiblement la mixité, et donc, dans un cadre décent, une relative tolérance des mœurs, respectueuse de la liberté de chacun et chacune, dont dans les vingt dernières années surtout, notre système éducatif peut s'enorgueillir d'avoir soutenu le principe et donné l'exemple.

Séparer le thème du voile de sa symbolique est spécieux ou irresponsable. C'est tout le problème de nos libertés et de l'égalité des femmes et des hommes dans la société républicaine qui est posé ici.

Veillez transmettre, Monsieur le Principal, mes vœux de bon courage à la communauté éducative de votre établissement et croire en l'expression de mes meilleurs sentiments.

Marie-Claude Calmus

QUAN
dern
en
Sochaux, la
mençait là
moins. Auj
reprise du t
de la press
ment » des
souffle, peu
exhaustif de
geot ?



Le texte iss
du 23 octobr
nant l'intéres
pour 89, 90 e
CFDT, CFTC
dération des
CAT (Autonc
refusé de p
considère cor
par rapport a
Huit semaine
relèvement c
pourcentage
affecté à l'int
ce le seul ré
ouvrière retr
geot, à Mu
Sochaux ?
Bien sûr,
d'Automobil
concernés par
mais combie
ment aux « c
tion » ? Il ser
la lutte des gr

DANS l
merie, e
une es
groupe Hach
Bob » Maxwell

Les premiers
direction NM
agacés par la
des Messagerie
mettre de côté
tion de la distr
en justice deux

Les faits ren
nier, une mani
du siège du gr
ne Marceau. S
chefs d'inculp
tion de domici
et recel de de
tions... Vendre
des Messagerie
et labeur), mar
tours des Char
ne Matignon, s
sant.

La plainte en
du groupe Hac

N°767 JEUDI 9 NOVEMBRE 1989

PEUGEOT Le début

QUAND le 5 septembre dernier, Mulhouse se mit en grève suivi de Sochaux, la rentrée sociale commençait là où on l'attendait le moins. Aujourd'hui, après la reprise du travail et les articles de la presse sur le « soulagement » des grévistes à bout de souffle, peut-on faire un bilan exhaustif de la lutte chez Peugeot ?

tout aux cols blancs, à la maîtrise, remplisse leurs poches, alors qu'ils étaient durant le conflit au côté de Calvet.

De toute façon Jacques Calvet « persiste et signe » comme il le déclare dans l'interview qu'il accorde au mensuel *Fortune* — *La vision internationale des affaires*, il n'infléchira pas sa politique, la menace japonaise ne lui en laisse pas les moyens ».



Le texte issu des négociations du 23 octobre dernier et concernant l'intéressement applicable pour 89, 90 et 91 a été signé par CFDT, CFTC, FO, CSL (Confédération des syndicats libres) et CAT (Autonomes). La CGT a refusé de parapher ce qu'elle considère comme peu de choses par rapport aux bénéfices nets. Huit semaines de grève pour un relèvement de 2 ou 2,5% du pourcentage du résultat net affecté à l'intéressement... Est-ce le seul résultat de la dignité ouvrière retrouvée chez Peugeot, à Mulhouse comme à Sochaux ?

Bien sûr, 58 000 salariés d'Automobiles Peugeot sont concernés par ce redressement, mais combien répondent vraiment aux « conditions d'attribution » ? Il serait surprenant que la lutte des grévistes profite sur-

Les comptes de PSA ont été publiés il y a quelque temps, le chiffre d'affaires du premier semestre est en hausse de + 14,2, la direction du groupe s'attendait à un second semestre « moins brillant », mais dont les profits pourraient atteindre 10 milliards (contre 8,9 milliards en 1988). Alors les miettes de l'accord...

La grève a soulevé la chape de plomb qui pesait sur les usines de Sochaux et de Mulhouse, c'en est fini pour le groupe Peugeot des « usines dociles ». Les feux de l'actualité ne sont plus braqués sur l'Est de la France, le travail y a repris, mais rien ne sera plus comme avant, même si une certaine amertume existe. L'avenir est à une nouvelle révolte !

J.-P. G.

PRESSE Hachette et Maxwell

DANS le monde de l'imprimerie, ces derniers temps la une est partagée par le groupe Hachette et « Captain Bob » Maxwell.

Les premiers, majoritaires dans la direction NMPP, probablement agacés par la volonté des ouvriers des Messageries de ne pas se laisser mettre de côté dans la modernisation de la distribution, ont assigné en justice deux militants de la CGT.

Les faits remontent à mars dernier, une manifestation-occupation du siège du groupe Hachette, avenue Marceau. Sept mois après, cinq chefs d'inculpation tombent : violation de domicile, séquestration, vol et recel de documents, dégradations... Vendredi dernier, les ouvriers des Messageries et du Livre (presse et travail), manifestant des alentours des Champs-Élysées à l'avenue Matignon, siège du groupe Hersant.

La plainte enlevée par la direction du groupe Hachette, les responsa-

bles syndicaux du Comité intersyndical du Livre parisien dénoncèrent les mêmes qui, aux NMPP ou en tant qu'éditeurs voudraient « transférer la distribution des journaux à des circuits parallèles ». Leur unité renforcée, les travailleurs du Livre et de la Communication en auraient besoin face à Maxwell. Mais Maxwell semble ne plus s'intéresser à la France, même s'il est reçu à Blois par Lang et Tasca. Il veut fermer l'Agence centrale de presse tout simplement parce que « la France a eu jusqu'ici le luxe d'avoir deux agences. C'est terminé. Je ne mettrai plus un sou dans l'ACP ». Sûr il semble maintenant plus porté à faire fructifier ses sous à l'Est, en Hongrie par exemple. Les salariés de l'ACP ne l'entendent pas de cette oreille. Et les pouvoirs publics ? Rocard ou Lang ? L'Europe de demain se bâtit et d'aucuns voudraient que ce soit sur notre dos. A nous de renverser la vapeur.

Sitting Bull

CONFLIT AUX IMPÔTS

La lutte continue !

CINQ mois de lutte, une grève générale majoritaire, cent mille agents dans la rue le 19 octobre n'ont pas fait céder Bérégovoy lors des négociations du 20 octobre. Les résultats sont nuls : 315 F de prime mensuelle, pas de paiement des jours de grève, et surtout intensification des interventions de la police contre les piquets de grève. L'échec de la négociation a été souligné par tous les syndicats et les propositions de Bérégovoy ont été rejetées à la quasi-unanimité par les grévistes. C'est une giflette pour le ministre qui s'enferme dans sa fierté en disant que pour lui c'est fini et qu'il n'y aura pas d'autres négociations. De plus, il fait le coup de Peugeot, les jours de grève seront payés éventuellement si les grévistes reprennent le travail. D'énormes retenues de salaire ont été effectuées sur les salaires d'octobre et les grévistes, pour renflouer leurs caisses de grève, ont lancé une campagne de vignettes automobiles. Ce sont de fausses vignettes automobiles qui sont distribuées dans la rue ou dans les entreprises en échange d'un soutien financier.

Malgré la continuation de la grève et le dégoût des agents face à l'attitude du ministre, la grève a connu une baisse de régime la semaine qui a suivi la négociation. Divers facteurs sont à prendre en compte pour expliquer cette baisse. Tout d'abord il y a les sanctions financières qui sont importantes puisque, les retraits pour fait de grève appliqués, de nombreux agents se sont retrouvés à 1 500 F pour le mois. Mais le plus gros facteur démobilisateur a été l'attitude des syndicats pour l'unité dans l'action. Suite à l'échec des négociations, une forte activité s'imposait aux grévistes, afin d'amplifier encore le mouvement et ouvrir d'autres négociations. Et là, il y a eu une semaine de flou. Malgré les efforts de la CGT, il a été impossible de réunir les fédérations des Finances pour proposer des actions en commun. Ce manque de perspectives d'action a été très mal ressenti par les grévistes et fait hurler les militants auprès des instances syndicales nationales. Excepté la CGT, différentes choses ont freiné les autres organisations dans la poursuite de l'action.

Tout d'abord, lors de discussions sur le budget de la CEE à Strasbourg, Blondel, secrétaire général de FO, y a rencontré Bérégovoy et a discuté du conflit des Finances. Cette rencontre de couloir a sûrement bloqué les militants de FO qui, déjà, suite aux négociations, appelaient à la reprise du travail au Trésor public.

Au sein de la CFDT, il y a des tensions entre militants et non-militants du PS, tensions exacerbées depuis que le PS a apporté son soutien au gouvernement par rapport au conflit des Finances et demandé la reprise du travail. De plus, Jean Kaspar a appelé à l'arrêt de la grève par l'intermédiaire d'un membre de la confédération. Cet appel a été rejeté par la fédération des Finances, CFDT qui, toutefois, écrit que « toutes les conditions ne sont pas encore remplies pour appeler à la reprise du travail ».

Le SNUI (Syndicat autonome des impôts) a été ébahi par l'échec des négociations et croyait à une reprise du travail. En plus, une forte campagne de presse a brouillé l'esprit des grévistes en affirmant que le mouvement s'écroulait de partout. Là-dessus

Bérégovoy a dit que pour lui les négociations étaient terminées et que la suite se passerait dans les différentes directions générales (impôts, douanes, Trésor). Dans ces directions, il n'y a rien eu de plus si ce n'est que le paiement des jours de grève serait négocié à la reprise du travail.

Voilà ce qui a créé une certaine démobilisation chez les grévistes. Toutefois, cette démobilisation n'atteint pas les sommets décrits par la presse. Au Trésor, la baisse a été la plus forte (environ 50% des grévistes en moins). Aux douanes, la grève est puissante, mais en de nombreux endroits la grève générale s'est transformée en grève du zèle suite à l'appel de la CFDT qui affirmait que la grève générale était dépassée et qu'il fallait passer à une autre forme d'action. Aux impôts, la grève est majoritaire (de 70% à 80%). Il n'y a eu reprise générale du travail nulle part. Seul le nombre de grévistes a baissé. Cette baisse s'explique puisque les grévistes étaient arrivés à une mobilisation générale énorme, un blocage de l'administration presque total et une manifestation énorme le 19 octobre avec cent mille agents dans la rue sur les cent quatre-vingt mille que compte le ministère.

Malgré le manque de perspectives pour l'action et le flou dans l'unité entre les syndicats, des manifestations régionales importantes se sont déroulées le 26 octobre. Les plus importantes étaient celles de Montpellier où les grévistes ont hué Rocard, à Latché où Mitterrand a été tiré de sa légendaire léthargie qu'il essaye en vain de communiquer au reste du pays et à Paris où huit mille manifestants ont fait le siège de l'Elysée, sous la garde d'un millier de CRS.

Le succès de ces manifestations a laissé la presse béate et redonné du tonus aux grévistes.

Malgré le succès des manifestations du 26 octobre, aucune réunion interfédérations syndicales ne pouvait se réunir, la CFDT les reportant les unes après les autres ! En fait, il y avait les deux pôles habituels face à face du côté syndical. La CGT d'un côté, qui pousse à l'action, et de l'autre côté les autres organisations dans l'expectative. La CGT a profité de la fin de la manifestation du 26 octobre à Paris pour faire un coup de force et imposer une réunion des syndicats le soir même et annoncer sa proposition d'action : une manifestation permanente des grévistes à Bercy devant le ministère.

Pour bien marquer la réticence des organisations autres que la CGT dans la poursuite de l'action, il n'est rien ressorti de la réunion intersyndicale ; aucune proposition n'y a été faite hormis celle de la CGT. Cette dernière s'est retrouvée seule le 30 octobre pour organiser la manifestation permanente à Bercy, mais devant le succès relatif de cette action, les autres organisations y ont participé par la suite, sauf FO qui a disparu de la circulation.

Tout au long de la semaine, environ cinq mille personnes étaient présentes chaque jour pour écouter le soutien de personnalités, d'artistes et d'élus et membres du Parti communiste que la CGT avait apportés dans ses bagages.

La présence des grévistes devant son ministère n'a pas sorti Bérégovoy de son silence et, au lieu de négocier, il accentue la

répression. La paie de novembre sera autant amputée que celle d'octobre, et la police est intervenue violemment (pléonasme) partout dans les Bouches-du-Rhône pour vider les piquets de grève. Le refus de négocier est inquiétant car le ministère est au bord de l'asphyxie au plan financier. A force d'emprunts d'Etat, le franc est en danger sur les places financières internationales. Les collectivités locales s'inquiètent pour établir leur budget 90, puisque la campagne des vignettes automobile ne peut pas se faire, et surtout la mise à jour de la fiscalité locale directe (taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle), n'est pas faite.

Les fédérations de fonctionnaires FO et CGT ont appelé à une manifestation nationale pour le 7 novembre, et bien sûr les grévistes des Finances y participeront avec enfin toutes les organisations syndicales. Voilà enfin une nouvelle échéance importante qui relancera la machine de la grève et dont nous rendrons compte au prochain numéro.

Philippe SPEC
(gr. Louise-Michel)

UNIVERSITÉ Grèves

DEPUIS le 12 octobre, le personnel ATOS (Administratif technique et ouvrier de service) est en grève à l'université de Paris-I.

Leurs revendications portent tout d'abord sur leurs salaires (augmentation de 1 500 F), mais aussi sur une refonte de la grille salariale de la Fonction publique (la plupart d'entre eux sont des catégories C et D), et surtout des créations de postes (en effet, alors que le nombre d'étudiants doublait, des postes ATOS étaient supprimés) absolument nécessaires à la bonne marche de l'université.

Bien que ce soit à Paris-I que la grève est la plus suivie (elle est totale), il ne s'agit pas d'un mouvement local : les ATOS de divers rectorats (Paris, Versailles, Gironde, Rennes, etc.), ainsi que dans diverses facultés, ont adopté des formes de lutte plus ou moins variées (grève du « zèle », du téléphone, etc.). Des négociations avec le ministère, prévues de longue date, se sont ouvertes cette semaine.

Sur Paris-I, la grève des ATOS a eu des conséquences heureuses : à l'initiative des syndicats étudiants (PSA, UNEF, UNEF-ID enfin unis), des assemblées générales d'étudiants ont eu lieu. Vendredi 3 octobre, 1 500 étudiants ont voté la grève, solidaires avec les ATOS bien sûr, mais aussi sur leurs propres revendications : conditions d'études, conditions de vie et conditions de sécurité (les centres Paris-I sont dans un état déplorable).

Déjà, auparavant, les étudiants de Poitiers, Tours et Caen avaient fait part de leur grogne. Il n'est pas impossible que ce mouvement s'étende.

J.R.L. et G.L.
(gr. Flores-Magon)

N°767 JEUDI 9 NOVEMBRE 1989

PRÉCARITÉ

Revenu minimum d'insertion : An II

Il existe aujourd'hui un consensus intolérable sur le RMI. Chacun s'accorde sur le fait que cette amoune soit un acte de solidarité. En réalité, on parle de revenu minimum parce qu'il n'existe, à droite comme à gauche, aucun projet politique capable de stopper la progression de la précarité. De plus, celle-ci permet aux différents gouvernements de faire pression sur les travailleurs sous contrat à durée indéterminée en institutionnalisant les demi-SMIC.

Si les « qualités » des mesures bâtarde au dernier plan-emploi ne sont pas passées inaperçues, pas de réactions politiques ou syndicales en revanche sur l'absence de celles concernant le RMI. Il n'a pourtant « bénéficié » que d'une partie des mesures touchant les chômeurs de longue durée (sur l'exonération des charges patronales (gasp !) et sur le contrat de retour à l'emploi assorti

d'une aide de dix mille francs pour l'entreprise, bien évidemment). Pour pallier sans doute ce manque d'idées, Rocard nous a annoncé la création d'une commission nationale d'évaluation du RMI. Cette honorable institution est chargée « d'apprécier les effets de la mise en œuvre » d'un revenu minimum vieux d'un an déjà... Lorsque l'on apprend que la commission ne remettra son rapport que le 31 janvier 1992 et que le RMI n'a augmenté qu'une seule fois depuis sa création de 1,25% (juillet 89), le doute n'est plus permis : le gouvernement s'empresse de ne rien faire.

Ça urge !

La situation est pourtant très urgente. Un exemple parmi d'autres :

Sur la Région parisienne, une majorité de locataires touchant le RMI (58%) ne perçoit aucune aide

au logement (1). Et puis, on ne touche pas ce revenu éternellement (trois mois renouvelables). Celui-ci représente les deux-tiers des ressources d'une personne ou d'une famille, en moyenne avec un maximum de deux mille francs (plus les fameux 1,25%, ça fait... pas grand-chose !). Devront-ils attendre le rapport de la commission de 1992 et voir de nouveaux les classes politiques et médiatiques s'apitoyer sur le sort de ces « malheureux » ?

RMI, précaires et luttes

Le taux de chômage sur la population active, selon Soisson, a baissé d'un petit pour cent en deux ans. Il est vrai qu'on n'en sort qu'à coup de stages ou de contrat à durée déterminée pour y retomber sans plus de qualifications. Pour cette raison, l'emploi précaire a encore de beaux jours devant lui ! D'après l'indice CGT, les précaires (temps

partiel, CDD, intérim, stages) sont passés d'un million quatre-vingt-dix mille en 1982 à deux millions neuf cent soixante-et-onze mille en 1988. Beaucoup plus de précaires pour un peu moins de chômeurs qui voient leur durée de pointage ANPE augmentée et leurs chances de trouver un emploi réduire d'autant. Front-ils grossir les rangs des RMI ou des précaires ? Cruelle alternative... Pour nous, il en existe une autre : celle de la lutte. Car les RMI, précaires et chômeurs restent les parents pauvres des actions contre l'inégalité économique alors que ce sont les premiers touchés. Afin d'enrayer cet état de fait, des associations, des sections chômeurs dans les syndicats existent (2) et démontrent qu'une lutte autogérée est possible et qu'elle est le meilleur moyen de nier leur exclusion du monde du travail.

Exclusion de la production ne doit pas signifier coupure avec le

monde du travail, mais au contraire solidarité et lutte. Pour protester contre les baisses des indemnités du chômage, pour obtenir une formation réelle et adaptée, pour pouvoir se loger décemment. Car les activités « d'insertion » n'ont aucun rapport avec une formation. Car les deux mille francs ne pourront jamais suffire pour se loger, se nourrir, se cultiver, pour chercher du travail...

Plans Delebarre, plans Seguin, plans Soisson : « Les sept plans-emplois n'ont guère eu d'effet sur le chômage » (3). C'est le moins que l'on puisse dire ! Gageons que ce dernier plan a, par contre, fait son petit effet sur les chômeurs !

Didier

(1) Le Monde du 26 mai 1989.
(2) Entre autres : Association des chômeurs et précaires : 53, avenue des Gobelins, Paris-13^e. Confédération Nationale du Travail : 33, rue des Vignoles, Paris-20^e.
(3) Libération du 14 septembre 1989.



En bref

• « 1789-1989, l'autre révolution » est le titre du forum organisé par le Cercle Daniel Guérin et le Syndicat CGT des Correcteurs à Paris, le samedi 18 novembre et dimanche 19 novembre.

Au programme : Samedi à 14 h 15 : « Daniel Guérin et la révolution des bras nus » ; à 14 h 45 : « Les répercussions de la Révolution française dans le monde » ; à 20 h : projection du film de FR3, « Daniel Guérin, 1904-1988, Mémoires ». Dimanche à 9 h 30 : « La naissance d'une autre démocratie » ; à 14 h 30 : « La révolution n'est pas finie ! ».

Pour tout contact, écrire à : Cercle Daniel Guérin, c/o Vivant, 34, rue Molière, 93100 Montreuil-sous-Bois.

• Le numéro 0 de la revue *Mémoire fertile* nouvelle série est paru. Cette revue se veut un outil de débat sur l'antiracisme et l'immigration. Il est disponible au 44, rue Traversière, Paris-12^e, tél. : 43.45.13.10.

• L'abonnement est de 100 F. • A l'initiative de membres du groupe Benoît-Broutchoux et de l'association Critiques sociales, se déroulera le samedi 18 novembre, à partir de 10 h 30, un colloque intitulé : « Interrogations sur le Revenu minimum d'insertion ». Avec des représentants de la CNT, de la CGT, de la CFTD, des assistants sociaux et des universitaires.

Au programme, des interventions et débats, « Comment dire et comment faire valoir la précarité et la pauvreté ? » et « Les procédures d'insertion (et d'affectation dans les dispositifs d'insertion) des populations concernées par le RMI ». Il s'agira donc d'exposer les pratiques sociales de ceux qui, sur le terrain, gèrent le dispositif RMI, et en même temps de laisser la parole aux usagers de ce revenu minimum. On s'attachera également à questionner les lieux communs les plus rebattus de l'Etat journalistico-universitaire ». Centre culturel Benoît-Broutchoux : 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.

BOURSE

Wall Street ou les crises salvatrices

« VENEZ tout ! C'est la fin ! », pouvait-on lire sur les banderoles d'un groupe d'anarchistes plantés devant Wall Street au lendemain du mini-crack du lundi 16 octobre. Il faut dire qu'effectivement ce lundi-là a sonné dans les cervelles convalescentes des boursicoteurs mondiaux comme le glas qui les accabla en octobre 1987 où, subitement, la folle semblait avoir gagné l'esprit des économistes les plus avertis et les plus sûrs d'eux-mêmes.

Cette fois-ci, il aura suffi de l'échec d'une opération de rachat d'American Airlines par UAL, une autre compagnie aérienne américaine, pour flanquer la panique à la bourse new-yorkaise.

C'est que le monde de la finance finit par ne plus savoir où donner de la tête entre tous ces instruments capitalistiques qu'il invente tous les jours pour tirer toujours plus de bénéfices de son propre système. Entre les mises sur le marché financier d'obligations à risque élevé et les opérations de rachat d'entreprises comme celle qui les a rendus fous cette fois-ci, ils finissent par y perdre leur propre latin. Tout devient trop compliqué et sensible à la fois pour eux. Et l'on aurait tort d'oublier que la mise en scène de cette comédie se fait en amont, du côté des dirigeants des grands trusts internationaux.

Du coup, l'on pourrait être tentés, comme ces anarchistes américains, de se faire les gorges chaudes de ces crises d'urticaire que se paie maintenant cycliquement le capitalisme et s'imaginer qu'en en rajoutant encore un peu, on pourrait aider le système à courir bientôt à sa propre perte. Ce serait méconnaître que les mêmes financiers tiennent aussi bien les finances des firmes qu'ils dirigent que celles des Etats-nations qui les servent.

On a bien vu en effet en 1987, comme cette fois encore, que les banques nationales disposent des moyens pour rétablir l'ordre libéral apparent quand celui-ci n'a même

pas à lui demander de le faire. Ce sont donc chaque fois des milliards de dollars qui sortent des caisses publiques pour renflouer les transactions privées que ces messieurs, gros et petits porteurs, acteurs maîtres et jouets d'un système parfaitement huilé.

De crise en crise, le capitalisme ressort chaque fois plus endurci que la veille. C'est trop dire combien il n'y a rien à attendre de ces facilités financières, bien au contraire. Le crime profite toujours aux plus forts, aux multinationales qui profitent de la baisse importante des cours pour s'accaparer des pans entiers d'économie aux détriments de ces petits actionnaires qu'on affole périodiquement quand les capacités d'absorption sont devenues telles qu'il faut provoquer la secousse.

Si les bourses d'Europe et du Japon réagissent selon les cas avec plus ou moins de tempérament à ces agitations de Wall Street, il en ressort aussi toujours le même renforcement du capitalisme dans ces pays satellites de l'économie américaine. Pour y voir plus clair, il suffit de regarder ce qui a suivi le crack (véritable celui-ci) de 1987, en France, pour constater que la Bourse de Paris était, depuis, revenue à son apogée. Il n'a échappé aux yeux de nul chômeur ni smicard que son sort ne s'était pas amélioré, bien au contraire. Il n'échappe aux yeux de personne non plus que les espaces de revendication ont continué de se réduire et que notre pouvoir politique (dit socialiste) est aux ordres de la finance planétaire, que ce soit dans le cadre de la construction de l'Europe de l'exploitation ou dans le cadre d'une politique de refus même de négocier dans quelque conflit social que ce soit.

Non, ce n'est pas la fin du libéralisme et de toute l'horreur dont il s'accorde. C'est seulement encore un peu plus son renforcement. Nul doute en effet que les hommes de Bourse sauront tirer parti de cette nouvelle horreur, nul doute non plus qu'ils sauront

mettre de l'ordre dans leurs affaires pour utiliser au mieux de leurs intérêts ces outils financiers qu'ils nous présentent aujourd'hui comme les fauteurs d'un trouble imaginaire.

Ce qui les préoccupe plutôt par les temps qui courent, c'est cet argent de la drogue qui vient en surplus du leur et qui permet des OPA (offres publiques d'achat) sauvages qui, elles, leur échappent vraiment. C'est d'ailleurs pour cela et sûrement pas pour la santé de la jeunesse mondiale qu'ils sont entrés dans ce qu'ils appellent une véritable guerre contre les trafiquants de drogue d'Amérique latine. Là, ils n'hésitent pas sur les moyens à employer, qu'ils soient d'ordre « moral » ou financier, guerrier ou politique.

Voilà pourquoi Mitterrand, au nom de l'Europe soumise, vient de se donner un spectacle en Amérique du Sud à grands renforts de médias, en véritable vassal du maître américain. On atteint là les sommets de la honte dans des discours où le retour à un certain ordre moral — lutter contre la drogue ne présente-t-il pas tous les aspects d'une démarche propre à se parer des atouts de la virginité — devient le leitmotiv de tous les pouvoirs pour nous faire oublier quelle est la place qu'ils réservent à ceux qui ne sont pas près des sphères des pouvoirs politico-financiers : la misère et la soumission.

On nous amuse. Et ça marche. Tout ce que ces gens attendent, c'est effectivement que nous poussions les hauts cris indignés qui seront la caution véritable de leurs prétendues démocraties. Des hauts cris contre le capitalisme facétieux, par exemple, ou des prophéties faciles dont l'opinion peut seulement trouver à s'amuser. Mais, comme nous ne sommes pas dupes, nous préférons carrément réfléchir et nous préparer à l'édification d'un monde différent, sans trusts ni Bourse...

Philippe POUCHAT

URBANISME

Budget logement ou budget propriétaire

DEPUIS le 15 octobre, les députés examinent le budget de l'urbanisme et du logement qui s'élève pour 1990 à 58,8 milliards de francs. La situation du logement est à la mesure de la situation des plus pauvres en France, ce ne sont pas les militants du Comité des Mal-logés qui nous contrediront. Selon des sources officielles, il y a actuellement quatre cent mille sans-abri et deux millions de familles mal logées dans le pays.

Si des mesures sont prises pour le logement social (prêts favorisés, réhabilitations de logement, etc.), elles restent en-deça des besoins et n'annihilent pas les politiques de logement de certaines grandes villes qui veulent exclure les plus démunis pour les expatrier dans les lointaines banlieues. Au lieu d'aider au maximum les plus démunis, ce budget a de nombreuses prédispositions d'aide aux propriétaires. Ce soutien aux propriétaires se traduit par des avantages fiscaux pour ceux qui placent leurs appartements en location ou qui veulent acheter des logements à donner en location. Ces mesures fiscales favorisent bien sûr les plus fortunés qui bénéficient ainsi d'énormes réductions d'impôts.

Ce projet de budget prévoit aussi d'aider les plus démunis à accéder à la propriété. C'est une mesure bien gentille, mais les banques ne font pas de cadeaux et l'endettement qui en résulte est insurmontable pour la plupart. Une loi du 6 juillet 1989 inscrit le droit au logement comme un droit fondamental. Pour les plus pauvres, il y a beaucoup de droits fondamentaux, mais il ne reste que des droits qui ne semblent pas être compatibles avec l'économie de marché. Quelques sans-logis bénéficieront quand même de ce budget « socialiste », mais les grands gagnants, une fois de plus, seront les propriétaires.

P.S.

Syndicalisme aux Etats-Unis

Interview de Gary Fields

LARRY PORTIS, auteur d'*IWW et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis*, a interviewé, pour la Chronique syndicale, en septembre 1989, Gary Fields.

Syndicaliste ayant travaillé pendant quatre ans dans les usines d'acier à Chicago, consultant des syndicats depuis plusieurs années à Oakland (Californie), Gary Fields a, en outre, voyagé en Pologne et suit le mouvement Solidarność. Il écrit fréquemment dans la « presse de gauche » aux Etats-Unis.

L'équipe de Chronique syndicale du samedi, sur R.L.

— L. : Quels sont les événements qui ont suivi la tentative de syndicalisation chez Nissan, fabrique d'automobiles dans l'Etat du Tennessee ?

— G.F. : Deux facteurs se dégagent de ces faits particuliers. Tout d'abord, les principales compagnies japonaises ont décidé, depuis les années 50, de s'implanter aux Etats-Unis. Le second fait est que le plus important syndicat des travailleurs dans l'automobile a tenté de syndiquer les usines nouvellement installées aux Etats-Unis. La première tentative de l'UAW (United Automobile Workers), bien qu'avortée en raison du manque de soutien des travailleurs, se situe à Marysville dans l'Ohio. Il y a approximativement deux ans, l'UAW s'est intéressée à l'usine Nissan où la fréquence des accidents du travail et la couverture insuffisante par les assurances avaient soulevé des protestations de la part des ouvriers. Malheureusement, le syndicat échoua dans son effort d'implantation dans l'entreprise. Actuellement, il paraît incapable de motiver les ouvriers.

— L. : Que vont devenir les syndicats américains ?

— G.F. : Ce qui s'est passé à Nissan est hélas symbolique de ce qui se passe aux Etats-Unis depuis 79. Le taux de syndicalisation a chuté et il semble que l'environnement économique soit de plus en plus dépourvu de syndicats. Deux raisons à ce déclin : les *runaway shops* et la désindustrialisation. Pour écarter les syndicats des entreprises, le patronat déplace les entreprises dans des états où la main-d'œuvre est bon marché et où il n'y a pas de tradition syndicale. Le phénomène des *runaway shops* permet aux entreprises de quitter le nord-est ou le mid-west des Etats-Unis, région à forte concentration ouvrière, pour le sud ou le sud-ouest, ou même pour l'étranger afin de pratiquer des salaires moins élevés et éviter tout conflit avec les travailleurs. D'autre part, la désindustrialisation est provoquée par l'abandon de la production par les entreprises qui licencient leur personnel et investissent leur capital dans des opérations financières. Un exemple type de ce phénomène est le recyclage de l'*American Car Company*, la plus importante usine de fabrication de boîtes de conserves et de containers, en compagnie d'assurances. Il en a résulté la fermeture de l'usine, le

licenciement de milliers de travailleurs et, par voie de conséquence, l'affaiblissement du syndicat *United Steel Workers* (USW). La vente des entreprises jugées non rentables et la multiplication des transactions financières devient monnaie courante outre-Atlantique, provoquant une désorganisation dans les rangs des syndicats.

— L. : Dans ce contexte, quels étaient les enjeux de la grève d'*Eastern Airlines* ?

— G.F. : Cela implique le phénomène de déréglementation mise en place par un décret gouvernemental de 78 qui a provoqué de nombreuses et rapides transactions entre les différentes compagnies d'aviation. Puis la concurrence s'est concentrée entre six grandes compagnies qui avaient absorbé la plupart des autres compagnies ; la réduction des dépenses a débouché sur la baisse des salaires et la suppression d'avantages sociaux, notamment concernant les caisses de retraite, l'assurance médicale et l'élimination des syndicats. *Eastern Airlines*, compagnie moins importante que *Delta*, *United Airlines*, *American Airlines*, a tenté d'imposer une politique salariale inacceptable sur l'argument : « si vous voulez conserver vos emplois, aidez-nous en acceptant les réductions de salaires ! » Argument généralement accepté par les syndicats durant ces dernières années de crise économique.

— L. : Que peuvent faire les syndicats dans ce genre de situation ?

— G.F. : Il existe deux perspectives. L'*AFL-CIO* préconise la défense de l'entreprise face à la concurrence. En pratique, cela signifie qu'ils acceptent les réductions de salaires et la suppression des avantages sociaux. Le résultat de ces concessions préconisées par le patronat et les syndicats est tragique aussi bien dans l'industrie sidérurgique que celle du caoutchouc, de l'automobile ou du textile : de très nombreux licenciements et le chômage. L'autre attitude, qui est minoritaire au sein du mouvement ouvrier, consiste à refuser ces concessions au nom d'une hypothétique compétitivité. Travailleurs et syndicats doivent combattre cette attitude et défendre leurs salaires et leur niveau de vie. Ce courant

minoritaire accuse les syndicats de prendre le relais du patronat en adoptant, face à la crise économique, une position de gestionnaire à l'encontre des salariés et de ne plus défendre leurs droits.

— L. : En mai dernier, tu as participé à un congrès organisé à Detroit par le magazine *Labor Notes* sur le thème « New directions in Labor », quels sont les nouveaux courants dans le mouvement ouvrier américain ?

— G.F. : La tendance *New Direction*, courant réformateur minoritaire, reconnaît deux problèmes majeurs dans le mouvement ouvrier américain : la corruption des responsables syndicaux et l'orientation politique des syndicats, c'est-à-dire la collaboration avec le patronat.

— L. : Corruption ?

— G.L. : La corruption dans ce cas signifie les hauts salaires des responsables syndicaux, les liens et la collaboration entre leaders syndicaux et patronaux. Mais aussi l'étouffement de la démocratie au sein des syndicats. Dans les cas extrêmes, cela peut aller jusqu'à des activités illégales et criminelles comme dans le syndicat des camionneurs (*Teamsters Union*) et le syndicat des manœuvres.

— L. : Que veux-tu dire par étouffement de la démocratie dans les syndicats ?

— G.F. : Dans de nombreux syndicats, les membres n'ont même pas l'opportunité d'élire leurs responsables ou de voter les décisions à prendre concernant les conventions collectives.

— L. : Que proposent les réformateurs ?

— G.F. : Ils proposent trois choses importantes : premièrement ils demandent que les décisions, notamment concernant le contrat de travail et l'élection des responsa-

bles syndicaux, soient prises démocratiquement ; deuxièmement, ils réclament un changement radical de la tendance à accepter les propositions patronales, en bref, ils veulent stopper la collaboration avec le patronat et défendre à nouveau les droits acquis des travailleurs ; et troisièmement, ils veulent cesser de faire porter aux ouvriers étrangers la responsabilité de l'échec du mouvement ouvrier et examiner les problèmes générés par les entreprises américaines elles-mêmes.

— L. : Ont-ils progressé dans ce domaine ?

— G.F. : Au sein du syndicat automobile (UAW), *United Automobile Workers*, ce courant a remporté un succès considérable. Cette tendance est cependant très minoritaire dans le mouvement syndical et son impact est encore limité.

Comment confronter un patron puissant dans une région donnée ? Dans ce type de situation, il est nécessaire d'organiser un mouvement dans la région elle-même pour confronter le patronat. Il faut également reconsidérer les méthodes passées qui ont fait leurs preuves telles que celles employées par les *Knights of Labor* ou les *IWW*, à savoir implanter des syndicats dans les régions. Le mouvement syndical doit établir des structures qui correspondent à celles des entreprises qu'il confronte.

— L. : Les syndicats ont-ils un avenir ?

— G.L. : L'avenir des syndicats semble douteux. Le syndicalisme industriel est né dans les années 30 et depuis le système de production a bien changé, les entreprises se sont diversifiées, étendues et implantées dans d'autres régions. Elles sont devenues des multinationales et les syndicats sont dépassés par ces développements. La transformation du système l'a rendu en quelque sorte anachronique. Par exemple, la *General Motors* n'est pas seulement une compagnie automobile du Middle West, c'est aussi un des plus

grands constructeurs de l'aérospatial grâce à la compagnie *Hughes Aircraft* qu'elle dirige. La société détient également l'*Electronic Data Service* et une banque. De ce fait, la *General Motors* est appelée à traiter avec plusieurs syndicats. Il faut envisager un syndicat conforme à l'entreprise qui regroupe tous les travailleurs de la *General Motors* plutôt que plusieurs syndicats. Actuellement les syndicats assument de plus en plus le rôle de gestionnaire de la force du travail en acceptant le concept des équipes sur le modèle japonais. Ils sont une courroie de transmission du patronat afin d'assurer la rentabilité de l'entreprise. Le syndicalisme est de plus en plus inefficace à défendre les droits des salariés. Les travailleurs doivent créer de nouvelles formes d'organisation mieux adaptées au système de production. Je ne sais pas sous quelles formes, mais des changements se préparent. De même que dans les années 30 le syndicalisme industriel a remplacé le corporatisme, un nouveau type de syndicalisme remplacera le syndicalisme industriel.

— C. : Etant donné la dépolitisation existant aux Etats-Unis, comment peut-on imaginer de nouvelles structures remplaçant le mouvement ouvrier ?

— G.F. : Ce nouveau mouvement viendra en grande partie de deux forces sociales. La première découlera de luttes telles que les grèves de Hormel et *Eastern Airlines* dont nous avons déjà parlé, la grève des conserveries de Watsonville et celle plus récente dans les mines de charbon de Pittstone. Elles seront l'élément important de ce nouveau mouvement social. La seconde composante de ce courant naîtra du mouvement des droits civiques, du mouvement des femmes et du mouvement pour la défense de l'environnement. Ensemble, ces composantes seront la base d'une nouvelle structure du mouvement syndical dans les années 90 et même au-delà.

Transcription réalisée
par Christiane



R.D.A.

Encore une faillite du socialisme d'Etat

Le flot des émigrés est-allemands vers la RFA à travers la Hongrie et la Tchécoslovaquie cède sa place médiatique au raz-de-marée à l'intérieur de la RDA : un million de manifestants défilait dans les rues de Berlin-est samedi 4 novembre et réclamaient plus de démocratie, de « Perestroïka », de voyager librement.

Ce n'est pas seulement la plus grande manifestation que la RDA ait jamais connue, mais surtout l'apogée d'un mouvement, après plusieurs semaines d'agitation grandissante dans les villes provinciales du pays. Les citoyens se retrouvaient spontanément chaque lundi à Leipzig, après une « messe pour la paix », afin de porter leur contestation dans la rue. Partout se mêlaient des hommes et des femmes de tous âges et de toutes catégories professionnelles aux manifestants, essentiellement jeunes et issus de milieu religieux, de telle sorte que ceux-ci finissaient par paraître minoritaires.

La protestation demeure aussi pacifique — des bougies allumées et collées partout dans la rue après l'élection d'Egon Krenz comme nouveau chef d'Etat — que les revendications sont simples.

La réaction des dirigeants devant tant d'opposition populaire — un précédent dans l'histoire allemande — est à la fois rapide et prudente. Pour quiconque a connu la méfiance, la peur généralisée envers les rouages du système policier et d'espionnage de la population, l'ennui des informations officielles diffusées par la télévision est-allemande, il est à peine croyable de voir maintenant les émissions où des citoyens s'expriment librement devant la caméra, d'entendre des responsables officiels et les politiciens parler d'ouverture et de réforme. Un changement qui s'est opéré en quelques semaines ! Mais en même temps, les jeunes policiers qui se sont refusés à matraquer des manifestants aux alentours du 7 octobre se trouvent toujours en détention, le ministre de l'Intérieur et le président de police responsables restant en fonction.

Egon Krenz n'est pas homme à laisser en péril le pouvoir du parti unique par une trop grande libéralisation et par une restructuration profonde du gouvernement. Accorder un « presque » sauf-conduit à ceux qui désirent quitter la RDA pour la RFA par la Tchécoslovaquie est aussi un moyen d'évacuer une partie des mécontents et de stabiliser par là le pouvoir établi.

Les citoyens de RDA ne sont pas dupes. A travers les opinions recueillies lors des manifestations s'exprime un manque de confiance total envers le nouveau chef d'Etat. L'organisation « Nouveau Forum », encore illégale et déclarée « anti-socialiste » par le gouvernement, renforce ses effectifs. Non officielle est aussi la création d'un syndicat indépendant du grand syndicat FDGB, affilié au parti, dans une petite usine de Teltow près de Berlin. Les orientations politiques de ces organisations sont encore relativement incertaines, mal définies, mais leur préoccupation commune est la liberté de pensée et d'expression.

Gageons que cette liberté se trouvera mieux garantie si les manifestants de RDA persistent à la réclamer.

Aujourd'hui, à l'heure où la répression cède du terrain, on peut espérer qu'au lieu de fuir, ils imposeront et vivront plus de liberté dans leur pays.

Aidons cette vague de fond qui secoue l'Allemagne de l'Est à

gagner les usines et l'ensemble des rouages de la société. Après la rue, la liberté d'expression, que vienne la liberté d'organiser des confédérations syndicales indépendantes de l'Etat.

Christiane F.



ESPAGNE

Elections : les socialistes ont eu chaud

ILS ont voté. Tous ? Non, plus de 30 % des Espagnols sont restés chez eux. Et la jeune démocratie, malgré l'enjeu politique médiatisé à outrance, n'a pas mobilisé les foules autour des isoloirs. Les socialistes espagnols, brouillés avec leur syndicat, l'UGT, ont perdu huit cent mille voix, soit près de 10 % de leur électoral. Le Parti communiste, enterré à plusieurs reprises par les fins limiers de l'analyse politique, s'est refait une santé grâce à sa nouvelle stratégie de type « mouvance », en occupant le créneau protestataire.

Le conglomérat IU (Izquierda Unida, Gauche unie) représente ce parti de type nouveau, à l'image de la société actuelle. Morcelé, fragmenté, formé d'une multitude de petits partis compagnons de route (Parti humaniste, PASOC, Verts et Rouges, quelques gauchistes et alternatifs), tout ce melting-pot s'agglutine sous la houlette protectrice du grand frère PCE. L'entreprise a touché le fond du gouffre aux dernières consultations électorales (municipales). Avec 3,7 % des voix, l'arrêt de mort du PCE avait été signé.

Les divisions multiples, la fuite des personnalités en vue du PCE vers des strapontins proposés par le PSOE confirmaient la tendance à l'effondrement. C'était vendre la peau du PCE un peu vite. Que cela vous serve de leçon ! Le contrôle exercé par le parti sur le syndicat Commissions ouvrières, sa stratégie « moderne » de dilution des sigles au profit d'un mouvement flou à connotation alternative, l'exploitation de la rupture UGT-PSOE, ont permis aux vieux staliniens rénovés de reprendre du poil de la bête. Les voilà caracolant à près de 10 % des voix, et ils dépassent de fait nos vieux fossiles du PCF.

Pendant que les énergies militantes des communistes étaient dépensées à grappiller des voix, nos compagnons de la CNT-AIT, appelant au boycott actif des législatives, occupaient des locaux syndicaux à Salamanque, Madrid et Barcelone, dans le cadre de la campagne de récupération du patrimoine historique de la CNT. Mais, là, il s'agit d'action, pas de bulletins de vote. Ce qui explique pourquoi personne n'en parle.

Pepito RIBALTA



U.R.S.S.

Informations du SMOT

MEURTRE D'UN LEADER OUVRIER

Alexandre Sotnikov, leader du Comité de grève du puits de mine de la ville de Zverev, province de Rostov sur le Don, a été assassiné le 18 octobre 1989, à l'âge de 43 ans. Il est mort des suites de plusieurs fractures du crâne.

Ses obsèques se sont déroulées le 21 octobre et se sont transformées en manifestation de protestation réunissant plusieurs milliers de personnes, notamment des mineurs représentant les Comités de grève du Donetsk, de Makeyevka, de Dniépropétrovsk et même du Kazakhstan.

A. Sotnikov avait déjà été menacé, en raison de son engagement actif dans la lutte des ouvriers contre l'absence de tout droit du travail, et contre les pratiques répressives illégales de l'Etat.

Les mineurs considèrent que le meurtre de Sotnikov a été perpétré par l'administration, parce que ce leader avait récemment mis le doigt sur leurs intérêts. Il l'a payé de son sang.

Alexandre Sotnikov travaillait dans le secteur le plus dangereux de la mine, sa mort laisse sa veuve et ses trois enfants sans ressources.

CONFÉRENCE DES COMITÉS DE GRÈVE

Le 25 octobre s'est tenu à Pavlograd la Conférence du Conseil régional des comités de grève du Dombass, du Donetsk, de Rostov sur le Don, Dniépropétrovsk, et Vorochilovograd.

On y a débattu de l'exigence posée par le gouvernement de l'Union soviétique, qui porte sur la suspension des comités de grève, condition préalable à la satisfaction des revendications.

Les comités ont rejeté les exigences du gouvernement, considérant que la satisfaction de leurs revendications et l'amélioration de leur niveau de vie sont la condition préalable à la cessation d'activité des comités.

On a décidé en outre d'organiser à ce propos un référendum dans les collectifs de mineurs.

BELGIQUE

La ville de Liège en lutte

LA ville de Liège mène une dure lutte contre son conseil communal (à majorité socialiste) qui vient d'approuver un plan d'assainissement particulièrement réactionnaire. Pas moins de un quart des travailleurs de la ville sont menacés de licenciement ou de « mise en disponibilité », ce qui revient au même en l'occurrence ; les licenciements devraient entraîner la fermeture de la moitié des crèches (« la Ribambelle », l'unique crèche ouverte 24 h sur 24, est déjà fermée), la suppression des gardes à domicile des enfants malades, suppression du service d'hygiène (dératisation, inspection alimentaire...), du service du logement, de services aux immigrés, regroupements d'écoles, privatisation probable du ramassage des immondices, démantèlement du Centre public d'aide sociale (aux plus démunis)... une vraie bombe atomique sur la région !!

Tant que ce plan n'était pas adopté au Conseil communal, le Crédit communal (la banque des communes) refusait de débiter l'argent nécessaire au paiement des agents communaux ! Evidemment la riposte ne s'est pas fait attendre et ceux-ci ont immédiatement arrêté le travail en disant clairement : pas de salaire, pas de travail !

Les immondices ont commencé à encombrer les rues de la ville. Des manifestations ont lieu tous les jours. Pris de rage le 10 octobre, les travailleurs et travailleuses de la ville sont allés manifester au siège du Crédit communal et y déverser des immondices à l'intérieur en y mettant le feu, de telle manière que les pompiers (également menacés de licenciement de 250 emplois) éteignent copieusement le feu, inondant la banque de neige carbonique ; puis le même jour, même visite au siège du Parti

social chrétien, PSC, qui faisait savoir à tous leur satisfaction de se voir appliquer un tel plan anti-social.

On le voit, les ouvriers n'ont pas eu froid aux yeux et une large majorité d'entre eux/elles aspirent à l'action directe, au besoin violente, comme moyen de contrer la politique capitaliste que les politiciens liégeois (dont beau nombre de « socialistes ») veulent imposer à la population.

Le lendemain, 11 octobre, un filic de la BSR est vu en train de filmer en vidéo des manifestants dans le centre ville ; quelques coups de poings et le voilà qui court retrouver les gendarmes mobiles avec les ouvriers à son cul. Il n'a pas été possible de récupérer la cassette, malheureusement.

Durant tous ces événements, il est à noter que à maintes reprises les travailleurs s'en sont pris aux soi-disant « reporters » de la police qui tentaient de filmer ou photographier les ouvriers combattifs en vue de les arrêter après (technique désormais classique des flics). La plupart des pompiers étaient d'ailleurs masqués de cagoules ou de fourneaux pour être sûrs de n'être pas filmés et repérés.

L'aspect positif de cette lutte est que nous avons eu la preuve que tous les espoirs sont permis, qu'une majorité de gens, sous certaines conditions, sont prêts à l'action directe collective, illégale et violente au besoin. A force de propagande réformiste, on aurait pu croire finie l'époque des travailleurs combattifs, il n'en est rien heureusement. Et, combat après combat, la population devient consciente que les partis et les syndicats ne sont pas leurs meilleurs alliés, loin s'en faut.

Extrait du journal « Nabate »

N°767 JEUDI 9 NOVEMBRE 1989

AMERIQUE CENTRALE

Paix en vue ? Quelle paix sociale ? (2^e partie)

LES présidents des pays d'Amérique centrale (hormis le Panama et le Belize) ont signé à Tela, le 7 août 1989, un plan commun de démobilisation de la Contra. Celle-ci semble avoir perdu toute crédibilité auprès d'eux. En effet, le 5 août, vingt partis de l'opposition nicaraguayenne, dont l'UNO, et les sandinistes (FSLN) avaient signé un accord sur les règles du jeu pour les élections de 1990 et appelaient à la démobilisation de la Contra.

En signant ce plan, Arias du Costa Rica voulait aussi démontrer qu'il ne trempait pas dans les affaires de drogue de la Contra : il est resté inflexible aux pressions de la CIA, venue le voir sur place. Pour Azcona du Honduras, les raisons de signer étaient évidentes : une économie déstabilisée, une partie du pays sous contrôle de la Contra, la réapparition des troubles sociaux. Cerezo du Guatemala devait prouver son existence politique à ses concitoyens, car face à l'agitation sociale déclenchée par la grève des instituteurs en juin, l'armée a pratiquement repris l'ensemble du pouvoir et a réamorcé une violente campagne de terreur avec les escadrons de la mort.

Cristiani, le président fasciste du Salvador, fut le plus réservé, car il voulait assimiler la guérilla salvadorienne à la Contra, mais il a cédé devant l'opposition ferme des autres présidents. Les fascistes du Salvador semblent politiquement moins dépendants des Etats-Unis que la Démocratie Chrétienne, du fait de leur ultranationalisme. Ainsi, ils ont instauré un terreur sans limite au Salvador, cette année, mais ils viennent de signer un accord avec la guérilla le 15 septembre pour mettre fin à la guerre. L'oligarchie salvadorienne semble rechercher une solution à l'Argentine avec une démocratie de façade contr-



lée par les fascistes, plutôt que de tout perdre dans une guerre qui profite plus aux marchands de canons occidentaux qu'aux planteurs locaux.

De la Contra aux champs

Une partie de l'administration américaine semble favorable à une solution du type Chili 1973 pour le Nicaragua, avec une désagrégation de l'économie par l'exacerbation des corporatismes. La différence avec les socialistes chiliens est pourtant de taille : les sandinistes ne s'appuient pas sur les titres honorifiques de l'Etat de droit, mais principalement sur le mouvement coopératif paysan, force sociale constituée en milieu agricole.

En Amérique Centrale, la question agraire est déterminante, puisque la grande majorité des gens sont des ruraux. Les sandinistes, au contraire des partis marxistes, ne considèrent pas la paysannerie comme une classe en voie de disparition, incapable d'initiatives révolutionnaires. Les Contras démobilisés se verront

vent rester au peuple, seul promoteur de la démocratie sociale et de la liberté, même si la guerre se termine. Seule l'auto-organisation permettra la mise en extinction de l'Etat, ce qui suppose une élévation des niveaux de conscience. Or, la plupart des trente mille fonctionnaires licenciés en 1988 ont refusé de rejoindre les coopérati-



offrir une aide économique et une assistance technique s'ils souhaitent travailler dans le secteur agricole nicaraguayen. La base de la Contra est constituée de paysans propriétaires, inquiets des progrès des coopératives, et en faire des chômeurs déclassés dans les grandes villes serait dangereux pour le régime, car l'opposition les utiliserait.

La Commission internationale d'Appui et de Vérification (CIAV), mise en place par les accords de Tela, doit proposer, dans les camps de la Contra, une démobilisation volontaire à compter du 9 décembre 1989. Le gouvernement hondurien a menacé de faire appel à une force internationale pour expulser les Contras en cas de refus. Soixante mille Nicaraguayens, dont douze mille enrôlés dans la Contra, vivent au Honduras. Une grande partie d'entre eux rejoindra sûrement les cent cinquante mille exilés vivant en Floride.

Révolution et exploitation

Au Nicaragua, la guerre est la principale source du chaos économique. Selon un sondage réalisé par des organismes indépendants auprès de mille six cent soixante-quatre personnes représentatives de vingt-huit municipalités, du 28 au 31 juillet 1989, les premiers problèmes politiques du pays sont : la guerre pour 30%, la Contra pour 12%. Seule la paix peut permettre le développement des expériences sociales et ethniques. Il faut souhaiter cependant que le cirque électoral de 1990 imposé par le contexte international, ne contrecarre pas à terme les transformations sociales.

Depuis 1988, les transformations sociales sont impulsées par l'orientation des comités de quartier vers l'autogestion, la priorité donnée aux coopératives et le développement de l'indépendance des syndicats ouvriers sandinistes par rapport au gouvernement. De même, les armes doi-

ves paysannes, pour renforcer leurs capacités gestionnaires. De plus, de nombreux sandinistes sont opposés à ces orientations, par idéologie castriste ou pour conserver une parcelle de pouvoir.

Dans les autres pays de l'isthme, la paix ne peut passer que par une solution sociale. Tout porte à croire que les oligarchies et les armées ne feront que des concessions symboliques. Le FMLN du Salvador et l'URNG du Guatemala ont déjà fait savoir que la paix ne signifiait pas la restitution des armes à l'armée, mais la possibilité pratique d'une expression et d'une organisation politique et sociale indépendantes des gouvernements. Ces guérillas ne sont pas en mesure de promouvoir un changement des régimes par la voie des armes, compte tenu de l'arsenal et de la férocité des armées. Pour l'instant, la teneur des garanties offertes par le gouvernement salvadorien au FMLN n'a pas été rendue publique et un autre accord devrait être signé fin octobre. Au Guatemala, le dialogue avec la guérilla est inexistant et celui avec les organisations populaires est en crise (2). Après la paix des cimetières, les oligarchies locales cherchent la paix introuvable de l'ordre établi.

Xavier MERVILLE
(gr. Carlo-Cafiero)

(1) Depuis 1988, ce secteur est devenu prioritaire dans la tourmente économique : la plupart des terres de l'Etat ont été affectées aux coopératives, qui détiennent environ un quart de la surface agricole ; le reste est aux petits propriétaires et au secteur capitaliste foncier. L'hypériorité a couvert l'endettement à faible taux en matériel agricole. Les coopératives fonctionnent en gestion directe et commencent à organiser des réseaux de distribution directs en liaison avec les municipalités et les comités de quartier, notamment pour les produits de base rationnés.

(2) Les escadrons de la mort séquestrent des militants des organisations populaires et font exploser des bombes, dont une vient de ravager le local du GAM, organisation des parents de disparus au nombre de quarante mille, non reconnue par le gouvernement, qui la considère comme une annexe de la guérilla.

HONGRIE

L'étoile rouge ne brille plus !

VOILA quatre semaines que le PSOH (Parti socialiste ouvrier hongrois) a remis de l'ordre (ordre social-démocrate) en son sein. Cette réforme totale de l'appareil politique hongrois est partie intégrante du vent capitaliste qui souffle à l'Est, excepté en RDA où toutefois ça swingue un peu au plan du parti. La Bulgarie semble exempte de ces débats et la Roumanie semble annihilée sous le joug de l'abominable Ceaucescu.

En transformant de fond en comble le PSOH, les dirigeants hongrois semblent avoir voulu prendre les devants par rapport à la Pologne. En effet, en Pologne, c'est la forte poussée populaire des années 80 avec Solidarité et la crise économique qui ont conduit le pouvoir communiste, incité par la perestroïka soviétique, à composer avec Solidarność. Les communistes hongrois ont donc pris les devants en liquidant le PC local, en instituant le multipartisme et l'économie de marché.

L'économie de marché en Hongrie n'est pas une nouveauté puisque depuis quelques temps déjà il y avait possibilité de créer de petites entreprises privées, essentiellement dans le secteur du commerce. Depuis un an environ avait aussi été créé un embryon de bourse des valeurs. Les apprentis-capitalistes avaient de quoi s'entraîner avant le grand chamboulement de ces dernières semaines.

Si le PSOH s'est transformé en PSH (Parti socialiste de Hongrie) et a abandonné le marxisme-léninisme, les dirigeants restent les mêmes et espèrent bien garder le pouvoir. Pour les Hongrois, le changement de style ne passe pas facilement et ils n'adhèrent pas en masse à ce nouveau parti. Rezső Nyero, président du PSH, veut ramer le maximum d'adhérents pour préparer et remporter les élections législatives de l'an prochain. Les anciens membres de l'ex-PSOH avaient jusqu'au 31 octobre pour adhérer au PSH et ce délai a été reporté au 31 décembre puisque, selon des sources officielles, seulement dix mille à quinze mille membres auraient adhéré à ce jour.

Ce score faible par rapport aux sept cent cinquante mille membres du PSOH s'explique par la crainte d'être assimilé à l'ancien parti dont les effectifs d'ailleurs fondaient comme neige au soleil. L'autre raison vient du fait que pour être fonctionnaire, il fallait être adhérent ; et, avec ce changement, en cas de perte de pouvoir par le PSH, à l'avenir les fonctionnaires craignent de perdre leur place en étant encore membres de ce parti.

L'opposition à Rezső Nyero de la branche stalinienne, menée par Robert Ribanszki, ex-secrétaire de Janos Kadar, est très active. L'un d'eux, sans succès d'ailleurs, a demandé l'asile politique à l'ambassade de Cuba. Ces intégristes espèrent réinstaurer le PSOH dont à l'heure actuelle les forces semblent être équivalentes à celles du PSH. Si la réactivation du PSOH se traduisait dans les faits, la scission qu'avaient voulu éviter les dirigeants du PSH serait effective et nuirait à la volonté de faire du PSH un parti de masse qui garderait le pouvoir.

Le peuple hongrois quant à lui a accueilli avec ferveur ce changement de régime et semble impatient de voir apparaître l'opulence dans les magasins.

Leurrés par l'opulence et inconscients des problèmes causés par l'économie de marché que nous connaissons si bien dans la CEE, les Hongrois à l'heure actuelle rejeteraient en masse toute proposition alternative et libertaire.

Les capitalistes européens peuvent se frotter les mains, le PSH leur ouvre un nouveau-marché pour leurs produits. L'opulence, c'est bien, encore faut-il que le peuple ait les moyens financiers d'y accéder.

P.S.



CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

« La Terre », d'Elisée Reclus (1^{re} partie)

LE mouvement écologique (écologiste ?) devient un groupe de pression important en France. On nous pose souvent la question : « Quelle est la position des anarchistes face à l'écologie ? » Les réponses peuvent être multiples. Une d'entre elles consiste à dire que la notion de respect des équilibres entre l'homme et la nature est une des composantes fondamentales du mouvement libertaire depuis ses origines. Un des plus beaux textes qui fondent notre doctrine en la matière est celui de la conclusion des deux volumes de *La Terre* écrits par Elisée Reclus en 1870.

Quand l'élégance du style s'allie à l'ampleur de la pensée...

Yves PEYRAUT

L'action de l'homme, si puissante pour dessécher les marécages et les lacs, pour niveler les obstacles entre les divers pays, pour modifier la répartition première des espèces végétales et animales, est par cela même d'une importance décisive dans les transformations que subit l'aspect extérieur de la planète. Elle peut embellir la terre, mais elle peut aussi l'enlaidir ; suivant l'état social et les mœurs de chaque peuple, elle contribue tantôt à dégrader la nature, tantôt à la transfigurer. L'homme pétrit à son image la contrée qu'il habite : après de longs siècles d'exploitation brutale, le barbare donne à la terre un aspect de cruauté féroce, tandis que par la culture intelligente, le civilisé peut la faire rayonner de grâce et d'un charme pénétrant ; il peut l'humaniser, pour ainsi dire, de sorte que l'étranger qui passe se sent doucement accueilli par elle et se repose avec confiance sur son sein.

Campé comme un voyageur de passage, le barbare pille le sol ; il l'exploite avec violence sans lui rendre en culture et en soins intelligents les richesses qu'il lui ravit ; il finit même par dévaster complètement la contrée qui lui sert de demeure et par la rendre inhabitable. La surface de la terre offre de nombreux exemples de ces dévastations sans merci. En maints endroits, l'homme a transformé sa patrie en un désert, et « l'herbe ne croît plus où il a posé ses pas ». Une grande partie de la Perse, la Mésopotamie, l'Idumée, diverses contrées de l'Asie Mineure et de l'Arabie, qui « découlaient de lait et de miel » et qui nourrissaient jadis une population très considérable, sont devenues presque entièrement stériles et sont habitées par de misérables tribus vivant de pillage et d'une agriculture rudimentaire. Peut-être le climat s'est-il réellement modifié par suite de grandes causes géologiques, ainsi que le pense M. Oscar Fraas ; mais l'homme a certainement sa forte part dans cette transformation des campagnes en désert. De nos jours ne voit-on pas que le Turc, propriétaire du sol et jouissant de loisir, aime les arbres et les fleurs, et sait distribuer avec grâce les massifs de ses jardins, tandis que les Grecs et autres chrétiens d'Orient, longtemps asservis, ne se sont pas encore élevés jusqu'à l'amour de la nature, et l'épuisent sans merci (1).

« Qui tue un arbre, tue un Serbe, » disaient les fiers slaves des bords du Danube ; mais eux aussi travaillent à déboiser leur patrie. Lorsque la puissance de Rome céda sous la pression des Barbares, l'Italie et les provinces voisines, ruinées par le travail inintelligent des esclaves, se changèrent rapidement en solitudes, et de nos jours encore, après deux mille ans de jachère, de vastes espaces que les Etrusques et les Sicules avaient mis en culture sont des landes inutiles ou d'insalubres maremnes. Par des causes semblables à celles qui ont eu pour résultat l'affaiblissement et la mort de l'empire romain, le nouveau monde lui-même a perdu de nota-

bles parties de son territoire agricole ; telles plantations des Carolines et de l'Alabama qui furent conquises sur la forêt vierge, il y a moins d'un demi-siècle, ont cessé totalement de produire et sont aujourd'hui le domaine des bêtes fauves. Au Brésil et en Colombie, dans les contrées les plus spontanément fécondes du monde entier, il suffit de quelques années pour épuiser le sol par une culture qui est un vrai pillage. On brûle les arbres pour semer le maïs dans les cendres, puis on renouvelle incessamment les semis de la même plante jusqu'à ce qu'un fourré d'arbustes l'étouffe. On brûle une seconde fois, et l'on sème encore du maïs. Alors les fougères et une graminée visqueuse, fétide, appelée *capim gordura*, font leur apparition sur le sol. La terre est perdue.

La question de savoir ce qui, dans l'œuvre de l'homme, sert à embellir ou bien contribue à dégrader la nature extérieure, peut sembler futile à des esprits soi-disant positifs : elle n'en a pas moins une importance de premier ordre. Les développements de l'humanité se lient de la manière la plus intime à la nature environnante. Une harmonie secrète s'établit entre la terre et les peuples qu'elle nourrit, et quand les sociétés imprudentes se permettent de porter la main sur ce qui fait la beauté de leur domaine, elles finissent toujours par s'en repentir. Là où le sol s'est enlaidi, là où toute la poésie a disparu du paysage, les imaginations s'éteignent, les esprits s'appauvrissent, la routine et la servilité s'emparent des âmes et les disposent à la torpeur et à la mort.

Parmi les causes qui, dans l'histoire de l'humanité, ont déjà fait disparaître tant de civilisations successives, il faudrait compter en première ligne la brutale violence avec laquelle la plupart des peuples traitaient la terre nourricière. Ils abattaient les forêts, faisaient tarir les sources et débordaient les fleuves, gâtaient les climats, entouraient les cités de zones marécageuses et pestilentielles ; puis, quand la nature, profanée par eux, leur était devenue hostile, ils la prenaient en haine, et, ne pouvant se retremper comme le sauvage dans la vie des forêts, ils se laissaient de plus en plus abrutir par le despotisme. Les historiens, frappés de l'étonnante décadence de l'Espagne, depuis Charles-Quint, ont cherché à l'expliquer de diverses manières. D'après les uns, la cause principale de cette ruine de la nation fut la découverte de l'or d'Amérique ; suivant d'autres, ce fut la terreur religieuse organisée par l'inquisition, l'expulsion des Juifs et des Maures, les sanglants auto-da-fé des hérétiques. On a également accusé de la chute de l'Espagne l'inique impôt de l'*alcabala* et la centralisation despotique à la française ; mais l'espèce de fureur avec laquelle les Espagnols ont abattu les arbres, de peur des oiseaux, « *por miedo de los pajaritos* », n'est-elle donc pour rien dans cette terrible décadence ? La terre, jaune, pierreuse et nue a pris un aspect repous-

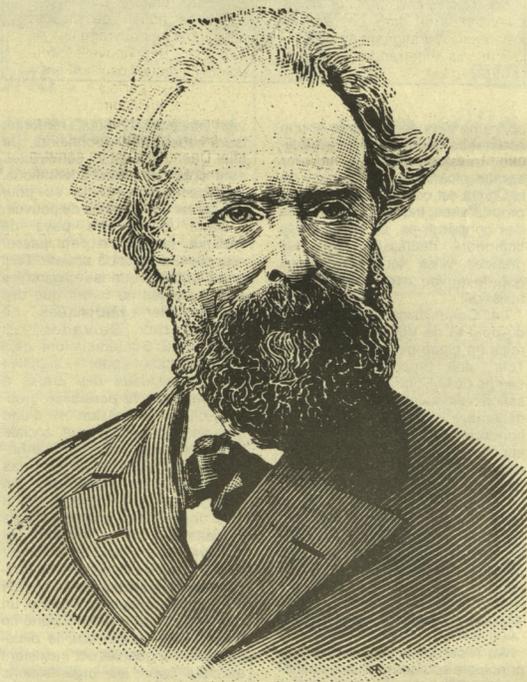
sant et formidable, le sol s'est appauvri, la population, diminuant pendant deux siècles, est retombée partiellement dans la barbarie. Les petits oiseaux se sont vengés.

De nos jours encore, et même chez les nations les plus avancées, nombre de travaux humains ont malheureusement pour résultat fatal d'appauvrir le sol et d'enlaidir la nature. Considérée dans son ensemble, l'humanité n'est point émergée de sa barbarie primitive. Suivent les genres de culture, la variété des climats, la diversité des mœurs et des caractères nationaux, l'œuvre de détérioration s'accomplit d'une manière différente chez les différents peuples. Les Arabes, les Espagnols et les Hispano-Américains eux-mêmes coupent les arbres et laissent la campagne se dessécher et jaunir au soleil ; les Italiens, les Allemands, mutilent indigne-ment les arbres qui leur restent et leur donnent l'aspect de pieux ou de balais ; les Français divisent leurs terrains en d'innombrables parcelles, produisant toutes des récoltes différentes, qui, sur les coteaux, ressemblent de loin à des draperies multicolores étendues sur le sol. Aux Etats-Unis, les terrains sont découpés en carrés géométriques, en dépit des ondulations et des

Non seulement le « dur laboureur », jaloux de sa borne patrimoniale et désireux avant tout d'obtenir des produits abondants, travaille souvent à l'enlaidissement de la terre ; mais ceux qui font profession d'admirer le plus la nature dégradent systématiquement encore les plus beaux sites. Dans les environs des villes, les prétendues campagnes, découpées en enclos, ne sont plus représentées que par les arbustes taillés et les massifs de fleurs qu'on entrevoit à travers les grilles. Nombre de principicules allemands et italiens, dépravés par un sentimentalisme naïf, ont gâté les plus charmants paysages en gravant de pédantesques inscriptions sur les rochers, en décorant les pelouses de tombeaux de fantaisie, en faisant monter la garde à leurs soldats devant les points de vue qu'ils veulent signaler aux visiteurs. Des multitudes de bons bourgeois en sont arrivés, dans leur mesquin amour du baroque et du symétrique, jusqu'à réprimer la sève dans les troncs, afin de créer des variétés naines et de donner au feuillage des formes de géométrie ou la bizarre apparence de monstres et de démons. Les graves négociants hollandais du siècle dernier ne voulaient pour leurs allées que des tilleuls aux troncs badigeonnés en

spéculeurs qui apprécient les beautés de la nature à la manière des changeurs évaluant un lingot d'or ! Dans les régions de montagnes fréquemment visitées, la même rage d'appropriation s'empare des habitants : les paysages sont découverts en carrés et vendus au plus fort enchérisseur : chaque curiosité naturelle, le rocher, la grotte, la cascade, la fente d'un glacier, tout, jusqu'au bruit de l'écho, peut devenir propriété particulière. Des entrepreneurs afferment les cataractes, les entourent de barrières en planches pour empêcher les voyageurs non payants de contempler le tumulte des eaux, puis, à force de « réclames », transforment en beaux écus sonnantes la lumière qui se joue dans les gouttelettes brisées et le souffle du vent qui déploie dans l'espace des écharpes de vapeurs. Ce n'est pas sans une profonde amertume que le voyageur peut comparer aujourd'hui le Niagara, tel que l'ont fait les hommes, à l'ancien « tonnerre des eaux », tel que nous l'avait donné la nature. De laides constructions, usines, hôtels, entrepôts, se sont enracinées aux falaises ; les « annonceurs », spéculant sur la beauté du Niagara pour le déplacement de leurs marchandises ou de leurs drogues, ont placardé leurs affiches immondes ou menteuses en face de la cataracte grondante ; d'autres industriels, plus désagréables encore, prétendent ajouter quelques traits poétiques au paysage en érigeant des kiosques chinois et des tourelles gothiques. Les arbres, dont la verdure encadrerait si bien la blancheur des eaux, ont disparu sous la hache, et la masse liquide elle-même a diminué d'une manière visible à cause des saignées que les propriétaires d'usines font au Niagara pour faire tourner les roues de leurs machines (3). Que le travail de l'homme utilise la force immense de la cataracte, rien de mieux ; mais dans cette œuvre d'aménagement la beauté du lieu n'a point été respectée.

Cette corruption du goût, qui porte à gâter les plus beaux paysages, et dont l'origine se trouve dans l'ignorance et la vanité, est désormais condamnée ; l'intelligence humaine doit chercher maintenant la beauté, non dans de vaines imitations purement extérieures ou dans une bizarre et fautive décoration, mais dans l'harmonie intime et profonde de son œuvre avec celle de la nature. L'homme qui aime vraiment la terre sait qu'il s'agit d'en conserver, d'en accroître même la beauté, de la lui rendre, quand une exploitation brutale l'a déjà fait disparaître. Comprenant que son intérêt propre se confond avec l'intérêt de tous, il répare les dégâts commis par ses prédécesseurs, il aide la terre au lieu de s'acharner brutalement contre elle et travaille à l'embellissement aussi bien qu'à l'amélioration de son domaine. Non seulement il sait, en qualité d'agriculteur et d'industriel, utiliser de plus en plus les produits et les forces du globe ; il apprend aussi, comme artiste, à donner aux paysages qui l'entourent plus de charme, de grâce ou de majesté, il sait même réaliser les paysages suggérés par les peintres (4). Devenu « la conscience de la terre », l'homme assume par cela même une responsabilité dans l'harmonie et la beauté de la nature environnante.



ELISÉE RECLUS

saillies du relief. Enfin les propriétaires de maints pays, petits manants ou grands seigneurs, entourent leurs domaines de murs de défense et les encheîment de fossés comme des forteresses menacées ; jusqu'au misérable Irlandais, le plus pauvre des hommes, qui encloît d'un haut rempart de terre son jardin, tout rempli de mauvaises herbes. Combien de pays n'est-il pas en Europe que l'on peut parcourir pendant des heures entières sans trouver un site où le regard de l'artiste se repose avec satisfaction ?

Et cependant il suffirait de quelques arbres, d'un peu de goût dans la disposition des cultures, pour que la beauté reparût aussitôt au milieu de cette nature devenue repoussante.

blanc, aux têtes taillées en boule, et les arbres de Brouck sont encore peints à l'huile et au blanc de zinc. Les jardiniers de l'empereur Yang-Ty remplaçaient les fleurs et les feuilles qui tombaient des arbres par un feuillage artificiel et des fleurs de soie, que l'on imprégnait de parfums pour rendre l'illusion plus complète (2).

Et la grande nature, comment est-elle comprise ! Sans parler des montagnes comme celles de Gibraltar, de Lichtenstein, de Fenestrelle, que, pour des raisons militaires, les gouvernements ont dépensé des centaines de millions à enlaidir, que de falaises pittoresques, que de plages charmantes ont été, en maints endroits, accaparées soit par des propriétaires jaloux, soit par des

(1) Georges Perrot, *Tour du monde*, n° 439, 1870.

(2) Meyer, *Die schöne Gartenkunst*.

(3) Marcou, *Bulletin de la Société de Géologie*.

(4) Henri Brissac, *Esprit nouveau dans l'humanité*.

NOTES DE LECTURE

« Non lieux », de Didier Daeninckx

L est rare que l'on puisse dire d'un auteur que son œuvre ne comporte « rien à jeter ». L'expression peut cependant être décernée à l'œuvre de Didier Daeninckx. Chacun de ses romans, au travers d'une enquête policière relativement classique, sort de l'ombre l'un de ces faits méconnus jalonnant l'Histoire : le meurtre, par la police, d'Algériens qui manifestaient pacifiquement un 17 octobre 1961 (*Meurtres pour mémoire*, Folio) par exemple ; une mutinerie durant la Première Guerre mondiale (*Le Der des ders*, Gallimard/Série noire) ; la montée de l'extrême droite au sein des forces de l'ordre à Paris (*Métropole*, Gallimard/Série noire) ; ou encore, sujet de son dernier roman, la vengeance de certains collaborateurs au lendemain de la Libération (*La Mort n'oublie personne*, Denoël).

Non lieux, qui vient de paraître, est un recueil de nouvelles. La nouvelle est un genre que les lecteurs affectionnent assez peu, mais ils auraient pourtant tort de se priver de la lecture de cet ouvrage. Chacune des nouvelles contenues dans *Non lieux* est en effet un petit monument d'humour (mais l'humour, quand il s'applique au roman noir, est forcément du cynisme) ; voir *La Mort en huit chiffres* ou *F.X.E.U.A.R.F.R.*, deux nouvelles teintées d'un humour très spécial !, mais aussi un petit monument d'idéalisme, sans que ce mot ait ici rien de péjoratif. Le rôle d'un écrivain, sur lequel tant de critiques débattent à tort et à travers, ne devrait-il pas être, justement, un rôle de « veilleur » : veiller à ce que disparaissent les injustices, les inégalités, dont notre société est friande, et, pour cela, ne pas hésiter à les dénoncer inlassablement. Il existe heureusement quelques écrivains qui semblent encore posséder ce que l'on peut appeler une « cons-

cience », même si la mode est un retour vers une sorte d'« art pour l'art », faisant la part belle à un individualisme de mauvais augure.

Les nouvelles rassemblées dans ce livre ont été publiées auparavant dans la presse (dans *813*, *L'Humanité*, *Nouvelles-Nouvelles*, *Le Serpent à plumes*, *Autrement*, etc.). Didier Daeninckx procède avec une méthode identique à celle utilisée pour ses romans. A partir d'un fait divers anodin, ou, de temps à autre, d'une intrigue sortie de son imagination, il conte une histoire où se dessine toujours, en filigrane, une dénonciation du fonctionnement actuel de la société. Plusieurs prennent ainsi pour thème le racisme. Ce thème apparaissait déjà dans *Lumière noire* (Gallimard/Série noire), par exemple. Il réapparaît dans une nouvelle intitulée : *Ils reviennent*, consacrée au « Paris-Dakar » ou dans une autre ayant pour titre *Le Reflet*. D'autres nouvelles prennent pour thème l'Etat, et les risques résultant de son existence. Le pouvoir concentré entre les mains de quelques hommes représente ainsi un énorme danger. Didier Daeninckx l'esquise dans *Le plus grand criminel de tous les temps* ou dans *Les Versets étatiques*, égratignant au passage François Mitterrand (le parallèle entre « étatiques » et « sataniques » sonne juste !...). Le militarisme n'est pas épargné, comme dans cette nouvelle intitulée *Le point de vue de la meurtrière*, se déroulant durant la Première Guerre mondiale.

Plusieurs textes prennent pour cadre la banlieue parisienne, et plus précisément la Seine-Saint-Denis, département où réside Didier Daeninckx. La vie quotidienne dans les grands ensembles est abordée en connaissance de cause. Ancien ouvrier imprimeur, l'auteur habite toujours dans un immeuble de la banlieue nord de Paris. Mais il n'hésite pas, pour les besoins de ses enquêtes (Didier Daeninckx est un enquêteur plus vrai que ceux qu'il met en scène !) à traverser la France. Il tient à confronter divers témoignages, à se forger une opinion par lui-même, avant de prendre la plume. Ainsi, pour la nouvelle qui clôt ce recueil et qui se nomme *Non lieu*, il s'est rendu en Alsace afin d'interroger les parents, les amis, ou toute autre personne pouvant lui fournir des renseignements concernant Isabelle Fish, violée et déçédée après plusieurs heures d'agonie. Il a cherché à comprendre pourquoi la justice n'avait jamais mené les investigations nécessaires pour élucider ce crime. L'adhésion du père au Parti communiste, le militantisme d'Isabelle elle-même, ne sauraient, raisonnablement, expliquer la hâte avec laquelle la justice a rendu une ordonnance de non-lieu, sans avoir tiré profit de nombreux témoignages concordants, qui auraient peut-être permis de résoudre cette affaire. Existerait-il en France une justice de classe ?... (Souignons que Didier Daeninckx est l'un des rares auteurs de romans policiers à introduire la notion de classes sociales dans ses ouvrages...).

La plupart des nouvelles réunies dans ce recueil oscillent entre le genre policier, parfois le fantastique, la page d'histoire et le fait divers brut. Mais toutes présentent plusieurs niveaux de lecture. Didier Daeninckx est un écrivain qui entend agir, par le biais de ses ouvrages, sur le monde contemporain. Il est cependant, avant tout, un auteur qui se lit avec plaisir. *Non lieux*, son premier recueil de nouvelles, parvient à poser de graves problèmes sans être un instant ennuyeux.

Thierry MARICOURT

CONCERTS

Horizon Blues

QUAND vous aurez ce journal entre les mains, ce sera trop tard pour Screaming Jay Hawkins, mais de nombreuses gazettes ont relaté élogieusement les exploits scéniques du compositeur de *I put a spell on you*. Toujours à l'hôtel Méridien à Paris, et ce du 22 novembre au 2 décembre, ce sera Fats Domino et du 4 au 23 décembre encore une pianiste chanteuse : Katie Webster, ancienne accompagnatrice d'Otis Redding, célèbre pour ses disques de blues louisianais et ses superbes prestations scéniques !

Ca, c'était pour Paris !

En province, notons que l'association Rhéus Blues s'occupe des tournées successives : Fieldstones (21/10-10/11), Uncle Ben Trio (4 au 20/11), l'harmoniste Carey Bell (9 au 12/11), Otis Grand and the Dance Kings (du 30/11 au 8/12). Tout ça c'est du blues, mais si vous voulez des précisions tant géographiques que musicales, il faut se renseigner au 63.36.90.51 ou au 74.87.16.24.

Rêvons un peu... On pourrait aller le 18 novembre à Utrecht en Hollande pour écouter de 15 h à l'aube : Snooks Eaglin New Orleans Band, Luther Allison Blues Band, L.C. Donatto and Ashton Savoy's Zoddico Band, U.P. Wilson, Zuzu Bollin, Boogie Bill

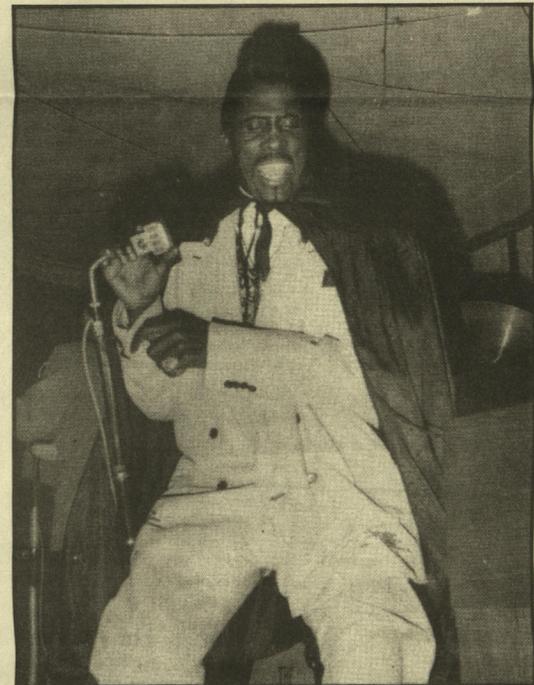
Webb Trio et bien d'autres ! Le Clarb (Comité de liaison des amateurs de rythm and blues) se propose d'organiser un voyage en autocar pour ce Blues Estafette 89 d'Utrecht. Le départ serait de Paris. Pour tous renseignements : Boogie 61, rue Louise-Michel, Levallois-Perret (47.57.64.66).

Le 2 décembre à Bagneux, à la salle des fêtes de la rue Charles-Michels, ce sera, organisé par « Soul Bag » et le Centre culturel de Bagneux, le Bagneux blues night. Il y aura l'éclectique Eddie Clearwater et son blues band, Buster Benton, Big Time Sarah, Paris Slim avec Frank Goldwasser, Otis Grand and the Dance Kings. Sans oublier le Bagneux blues contest pour ce premier samedi de décembre 89 de 19 h à l'aube.

A part cela, « Blues en liberté » s'est définitivement installé sur la grille de Radio-Libertaire, chaque mardi matin de 10 h à 12 h. En ce moment, on révisé les grands classiques (Muddy Waters, Memphis Slim, Otis Rush...), mais on est toujours ouvert à toutes suggestions ou critiques !

Pour finir, un spécial copinage : Gérard Herzhaft prépare actuellement la troisième édition de l'Encyclopédie du Blues. Souhaitons-lui bonne chance et bon travail !

Thierry
(Blues en liberté)



NOTES DE LECTURE

« Le Guide du citoyen face à la police »

Le taux d'analphabétisme ou, d'illettrisme, serait-il particulièrement élevé sous l'uniforme ? C'est à croire si l'on compare les habitudes de trop de policiers avec le *Code de déontologie de la police nationale* : le fonctionnaire de police, dit le décret du 18 mars 1986, « a le respect absolu des personnes, quelles que soient leur nationalité ou leur origine, leur condition sociale ou leurs convictions politiques, religieuses ou philosophiques » (article 7). C'est beau, c'est grand, c'est généreux la France social-démocrate : « Toute personne appréhendée (...) ne doit subir, de la part des fonctionnaires de police ou de tiers, aucune violence ni aucun traitement inhumain ou dégradant » (article 10). Ben voyons ! Egalité de droits, « respect absolu » de l'individu, nul « traitement inhumain ou dégradant ». Les commissariats sont, c'est bien connu, des lieux d'accueil remarquables et remarquables dont bien des visiteurs involontaires conservent un souvenir impérissable.

Trêve d'ironie. On ne change pas, c'est vrai, la société — et à fortiori sa police — par simple décret. Pas plus, du reste, qu'on ne transforme

mentalité et pratiques en placardant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dans les commissariats. Toujours est-il qu'un certain nombre de garanties législatives peuvent nous préserver de l'arbitraire, en limiter les effets ; qu'un certain nombre de droits sont censés protéger le citoyen du pouvoir de l'Etat. En user n'est guère facile en ces temps où l'obsession sécuritaire est l'enjeu des démagogues politiques. Ne pas utiliser ces droits, ne pas s'efforcer de les faire respecter autant que faire se peut les conduit pourtant, inévitablement, à tomber en désuétude, sinon à disparaître. Alors ? Alors la marge de manoeuvre est étroite mais il est souvent possible — et toujours nécessaire — de jouer sur les contradictions de la loi, sur celles d'un Etat soucieux de sa façade démocratique. Sans illusions mais avec fermeté. Au fond, face à l'Etat et à sa police, l'ignorance est la pire des faiblesses. Donc connaître ses droits la première des libertés. C'est dire à quel point le *Guide du citoyen face à la police* dont notre ami Denis Langlois vient de signer la troisième édition, revue et actualisée, est essentiel.

Ecrire de l'auteur des *Dossiers noirs* qu'il connaît bien la police est un euphémisme. Et reconnaître que ce petit livre fort vivant constitue un véritable guide pratique est une évidence. Avec le talent, la plume alerte qu'on lui connaît, l'écrivain qui publia, il y a peu, une passionnante *Affaire Seznec*, met ses connaissances d'avocat au service du plus grand nombre. Tenant compte des dernières modifications de la loi comme de la jurisprudence la plus récente, Denis Langlois nous informe de nos droits avec l'aisance qui lui sied pour expliquer l'injustice ou la politique aux enfants.

Composé de quatre chapitres très concrets (« dans la rue », « chez soi », « sur la route », « au commissariat »), cet ouvrage est à lire, à consulter, à méditer par tous les suspects potentiels. Autant dire par tout un chacun. Et d'abord, bien sûr, par tous ceux et celles qui, comme l'auteur, ne peuvent se résigner à l'inacceptable.

Michel AUVRAY

Denis Langlois : Guide du citoyen face à la police, éditions La Découverte, 190 pages, 70 F.

Forums - débats

• Avec Serge Livrozet pour son livre *L'Empreinte*, aux Editions La Brèche, Samedi 11 novembre à 17 h, librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• Avec Jean Braire pour la parution du *Guide de la Commune de Paris d'aujourd'hui*, aux Editions ouvrières, samedi 18 novembre à 16 h 30, toujours à la librairie du Monde libertaire, à Paris.

• Avec les anarchistes du nord !... sur le thème : *Déviante, délinquance, répression, prison, histoire, actualité : quelles alternatives libertaires ?* samedi 25 novembre et samedi 9 décembre au Centre culturel libertaire Benoît Broutchoux, 1/2, rue du Péage, 59800 Lille, métro : Fives, téléphone : (16) 20.47.62.65.

N° 767 JEUDI 9 NOVEMBRE 1989

JUSTICE

Les Assises pour Serge Livrozet

LE 27 août 1986, la police procédait à l'arrestation de Bernard Chatron et de Pierre Chiron, dans une imprimerie de la rue de Crimée, à Paris. Peu après, elle mettait également la main sur le « cerveau » de la bande, une vieille connaissance nommée Serge Livrozet. Incarcérés, les trois hommes étaient inculpés de fabrication de fausse monnaie. Ils comparaitront devant la cour d'assises de Paris les 13, 14 et 15 novembre prochains.

La plus grosse affaire de fausse monnaie en France

Les faits ? Après un mois d'enquête et de filature, la Brigade de Répression du Banditisme (BRB) arrêtait donc Bernard Chatron et Pierre Chiron au moment où ceux-ci s'approprièrent à charger soixante-dix millions de francs en fausses coupures dans un camion. Pris sur le fait, les deux associés ne nient pas. Ils ont imprimé ces faux billets, reconnaissons-ils, et comptaient bien les écouler. La police ne leur en a malheureusement pas laissé le temps. Serge Livrozet, gérant de l'imprimerie où le tirage a eu lieu, est arrêté à son tour peu après, sur la Côte d'Azur. Une affaire rondement menée pour les nombreux policiers mobilisés !...

Mais voilà, Serge Livrozet refuse d'endosser l'uniforme du parfait coupable. Il est vrai que les journalistes, pour la plupart, n'ont pas hésité à voir en lui le « cerveau » d'une bande de faux-monnayeurs. Un ex-prisonnier reconverti dans l'édition... Un ancien voleur, qui a écrit plusieurs livres contre l'institution carcérale, contre l'institution judiciaire, et même contre le système électoral, qu'il compare à une farce. Un écrivain qui s'affirme volontiers libertaire !... Que demander de plus, pour la presse et la police ?... Serge Livrozet est forcément coupable.

Pourtant, il n'entend pas purger à nouveau une peine de prison pour un délit qu'il n'a pas commis. Son dossier, répète-t-il, est bourré d'erreurs, d'affirmations subjectives. En effet, il ne lui est pas difficile de relever des affirmations pour le moins douteuses, s'attachant plus à condamner par avance l'ancien prisonnier, qu'à démontrer, preuves à l'appui, son éventuelle culpabilité. Quant aux preuves retenues contre lui, justement, elles paraissent extrêmement fragiles et attestent plutôt de son innocence. Ainsi, des empreintes digitales sont découvertes sur les films qui ont servi à l'impression des faux billets. La preuve de la culpabilité de Serge Livrozet ? Au contraire, assure celui-ci, expliquant que Bernard Chatron et Pierre Chiron, qui dirigeaient avec lui l'imprimerie, la librairie et les éditions *Les Lettres libres*, lui avaient fait part de leur projet et lui avaient remis entre les mains l'un des films destinés à imprimer des faux billets de cent francs. Conscient que des années d'efforts risquaient d'être réduites à néant par un tel acte, Serge Livrozet exprima formellement sa désapprobation.

Un écrivain autodidacte

Pour comprendre cette attitude, et se convaincre de l'innocence de l'écrivain, il convient de se souvenir de son passé. Condamné dans sa jeunesse à plusieurs séjours en prison pour des cambriolages ou des hold-ups (en tout neuf années passées derrière les barreaux), il se rend compte peu à peu de l'impasse dans laquelle mène l'« illégalité ». Il se laisse gagner par les idées libertaires. Comme il

l'écrit dans l'un de ses livres, « pour que les pauvres ne volent plus, il importe que les richesses soient équitablement partagées ». Son combat devient politique. Au sein du CAP (Comité Action Prison), il lutte contre l'enfermement, contre les QHS. Il manifeste contre la peine de mort. Plusieurs de ses ouvrages témoignent de cet engagement politique. (Notons qu'un film, tiré du livre d'Annie Livrozet, *Femme de voyou*, et adapté par Pierre Pelot, va d'ailleurs être réalisé. L'itinéraire de Serge sera retracé...).

Au début des années 80, il fonde *Les Lettres libres*, une maison d'édition accueillant des auteurs que les éditeurs traditionnels, trop « frileux », refusaient. Une librairie et une imprimerie permettent ensuite aux *Lettres libres* de se développer.

Innocent ? Coupable ? ou coupable bien qu'innocent ?

Ce parcours, s'il explique en partie pourquoi Serge Livrozet est innocent dans cette affaire, n'est évidemment pas du goût de tous... : de nombreux journalistes (souvenons-nous des titres du *Parisien* ou de *Paris-Match* au lendemain de l'arrestation des trois « faux monnayeurs ») se gaussent de cet ancien détenu qui n'a jamais consenti à rentrer dans la troupe et qui, fatalement, devait replonger un jour... La police et la justice se montrent également partiales à son égard, et Serge Livrozet peut citer bien des manquements aux règles les plus élémentaires du droit commis à son encontre...

Les 13, 14 et 15 novembre, au Palais de Justice de Paris, s'ouvrira le procès de Serge Livrozet, de Bernard Chatron et de Pierre Chiron. Bernard Chatron et Pierre Chiron ont reconnu les faits. Le verdict prononcé contre eux sera vraisemblablement sévère. La contrefaçon de faux billets de banque peut être punie d'une peine de prison à perpétuité. Ils n'ont pas souhaité développer une défense particulière. Nous ne pouvons donc qu'espérer la clémence des jurés... Serge Livrozet, qui affirmera une nouvelle fois son innocence, devrait, mais cela est loin d'être gagné, bénéficier de l'acquiescement. Car, à défaut d'être innocent, il ne pourrait être que coupable (logique pernicieuse), et se verrait condamner, dans ce cas, à une lourde peine. A moins que les jurés ne retiennent contre lui que l'accusation de « non-dénonciation de malfaiteurs » (puisqu'il avait eu connaissance des projets de Bernard Chatron et de Pierre Chiron) et lui octroient une peine de quelques années de prison. Ce qui serait une façon comme une autre de ne pas reconnaître son innocence, tout en disposant de « preuves » trop fragiles pour démontrer sa culpabilité.

Notre présence, lors de ce procès, est donc importante. Il est trop courant qu'un innocent soit condamné sur de vagues présomptions. Et Serge Livrozet, de par son engagement politique, plus que tout autre, court ce risque.

Thierry MARICOURT

Radio-Libertaire toujours menacée

DEPUIS le 17 octobre 89, les soutiens à Radio-Libertaire affluent au studio et au 145, rue Amélot. En particulier les pétitions s'entassent à Publico. Pour montrer notre détermination dans ce nouveau combat qui nous oppose aux pouvoirs publics, le secrétariat de Radio-Libertaire avait décidé d'apporter en mains propres au président du CSA le premier millier de pétitions recueillies en soutien à notre radio.

Ce qui fut fait le mardi 31 octobre 89 à 16 h. Informés de notre démarche par les animateurs de la radio, une bonne cinquantaine d'auditeurs étaient présents sur le trottoir du 56, rue Jacob. Pour créer l'ambiance, une radio montée sur une moto diffusant les programmes de Radio-Libertaire !...

A 14 h précises, la délégation pénétrait dans le siège du CSA, et après quelques minutes d'attente, elle était reçue par M. Schottel, directeur général et Melle Guggenheim, chargée des radios. Le secrétariat a pu exposer en détail son point de vue :

1 - revendication pour être correctement audible en Région parisienne ;

2 - protestation contre le fait d'être l'objet de poursuites judiciaires, alors que notre station ne provoque aucune nuisance (ce qui est reconnu dans une circonstance atténuante par le CSA...);

3 - étonnement devant le refus obstiné, jusqu'à ce jour, de discussion avec R.L.

Les responsables du CSA ont été sensibles à ces arguments et ont promis d'organiser dans les délais les plus brefs une réunion pour trouver une solution.

Les secrétaires de Radio-Libertaire n'ont bien sûr pas repoussé cette suggestion, mais ont nettement indiqué qu'ils ne négocieraient pas si la menace de poursuites n'était pas levée. Nos interlocuteurs nous ont promis de faire le maximum dans ce domaine. Les jours prochains nous montreront si ce sont des paroles vaines.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'effort de soutien à Radio-Libertaire (lettres, télégrammes, pétitions, appels téléphoniques, etc.) doit être maintenu.

Secrétariat Radio-Libertaire

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Société : Retour des cléricaux, Femmes iraniennes, Editorial, Commiqué R.L.
- PAGE 4, Société : Voile sur la liberté, M. le principal, Les femmes musulmanes otages.
- PAGE 5, Les luttes : Hachette et Maxwell, Peugeot : le début, Universités : grèves, impôts.
- PAGE 6, Société : Wall Street ou les crises salitaires, RMI AN II, Budget logement 90, En bref.
- PAGE 7, Infos internationales : USA : interview de Gary Fields.
- PAGE 8, Infos internationales : URSS, Espagne, RDA, Belgique.
- PAGE 9, Infos internationales : Amérique centrale (2^e partie), Hongrie.
- PAGE 10, Archives : La Terre d'Elisée Reclus (1^{re} partie).
- PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Blues, Débats et forums.
- PAGE 12, Répression : Les assises pour Livrozet, Menaces pour Radio-Libertaire.

R A D I O Libertaire

Appel à la liberté d'expression

Nous, signataires de cet appel, venons d'apprendre que Radio-Libertaire est depuis de nombreux mois, brouillée par de puissants radios voisins et qu'elle doit émettre avec une puissance supérieure à celle prévue par la loi pour pouvoir se faire entendre.

Se saisissant de ce prétexte, le CSA (Conseil supérieur de l'Audiovisuel) punit Radio-Libertaire en la suspendant de dix jours d'émission au lieu de chercher une solution satisfaisante.

En cette année de célébration du bicentenaire de la Révolution française, nous nous étonnons que les pouvoirs publics veuillent réduire une radio libre associative au silence.

Nous demandons la stricte application de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui proclame que : « Tout individu a le droit... de répandre... les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ». Et nous nous adressons au CSA pour qu'il annule sa décision de suspension de Radio-Libertaire, et favorise l'expression libre.

Enfin, nous approuvons l'attitude de Radio-Libertaire qui, au risque d'une saisie, a décidé de ne pas interrompre ses émissions.

NOM :

PRENOM :

QUALITÉ :

SONT SIGNATAIRES DE L'APPEL

Albert JACQUART (chercheur), Marie-Victoire LOUIS (sociologue au CNRS), Catherine VALLABREGUE (écrivain), André MICHEL (directrice honoraire de recherche au CNRS), Colette MAGNY (auteur, compositeur, interprète), Claire AUZIAS (historienne), Françoise ROUTHIER (professeur), Nicole CABRIEL (professeur), Anne ZELINSKI (présidente de la Ligue des droits de l'homme), Claire ETCHERRELLI (écrivain), Eleni VARKAKIS (historienne Paris-VII), Michael LOWY (CNRS), Nadia RINGARD (sociologue), Lucien ATTOU (directeur du Théâtre ouvert), Nils TAVERNIER (comédien), Colo TAVERNIER (scénariste), Gérard MORDILLAT (romancier, réalisateur), Eve GRILLIQUET (journaliste, productrice), Michel LEBRUN (auteur, scénariste), Ginette SKANDRANI (commission Femmes des Verts), Jean-François STEVENIN (comédien, metteur en scène), Jacques FANSTEN (réalisateur, producteur), Hélène CHATELAIN (réalisateur), Eugène DESCAMPS (secrétaire général de la CFTD), Serge UTGE-ROYO (auteur, compositeur, interprète), Marie-Josée VILAR (auteur, compositeur, interprète), Michèle RIOT SARCEY (historienne), Marie-Christine AULAS (député européenne), Eva WEIL (psychologue), N. LEVI FOURQUENT (enseignant Paris-VII, A. KISS (chercheur CNRS), C. MOUIDER-BALMES (professeur), André LANCANNEY (Musée de l'Homme), Jean-Marc LEVY-LEBLOND (physicien, professeur université de Nice), Stéfano RODOTA (député, professeur université de Rome), Nicole ATHEA (médecin), Joachim Marcus STEIFF (chercheur CNRS), Anne-Marie de VILAINIE (romancière), Jean-Pierre CAMBIER (président des usagers de la Santé), Silvia VEGETTI-FINZI (professeur à l'université de Pavie), Bernard ALLANE (comédien), Maurice LAISANT (secrétaire aux relations extérieures de l'Union anarchiste), Marie-Madeleine CHATELET (psychanalyste), Mado MAIRIN (comédienne), Bernard-Pierre DONNADIEU (comédien, producteur), Robert COMBAS (artiste peintre), Jean ATTALI (graveur), Galerie Jean Attali, Evelyne ARTAUD (critique d'art), Gérard BIGNOLAI (sculpteur), Nicole CRESTOU (sculpteur), Alexandre BONNIER (peintre, écrivain), Marie-Paule VITOUX (galeriste), Régine DESCHENE (artiste peintre), WALTER-NASCIMENTO (artiste peintre), Aline DALLIE (maître de conférence Paris-VIII), Hélène MAGERA (artiste peintre), Jean-Pierre HAINAUX (artiste peintre), Anne Patrick POIRIER (artiste peintre), Jean DASSON-VILLE (artiste peintre), Denis POUPEVILLE (dessinateur), Roberto GUTIERREZ (directeur de la revue "Plages"), Christiane ROCHEFORT (écrivain), Catherine RIBEIRO (auteur, compositeur, interprète), Jean GUIDONI (auteur, compositeur, interprète), M. JEANNOT (directeur régional de la SACEM Paris-Est), Pierre CUER (conseil de l'Europe Strasbourg), Michèle DAYRAS (médecin), Mireille DUBRY (psychologue, syndicat de Service Public, commission Femmes Genève), Bernard ASCAL (peintre), Françoise ASCAL (écrivain), André MOIZIARD (peintre), Jean MOIZIARD (auteur, compositeur, interprète), Michel PEYRAMAURE (romancier), Jacques POLI (peintre), Yak RIVAIS (écrivain), Robert BOUDET (écrivain), Georges LEPRINCE (journaliste "République du Centre"), BALDEMERO-DESITANA (artiste peintre), René MALTETE (journaliste, photographe), Christian RUBY (professeur de philosophie), Sirius IRA-POUR (directeur d'études Paris-Nord), MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL, LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, Sorj CHALANCON (journaliste "Libération"), Hervé TRINQUIER (directeur TLP-Déjazet), Philippe SPEC (secrétaire départemental SNADGI CGT), Yves WYS (secrétaire général SPAEF CFTD), Katherine LOUINEAU (présidente de la Jeune Peinture), Stéphane RENAUD (galeriste), Anthony FREESTONE (vice-président de la Jeune Peinture), MASSIN (graphiste, écrivain), ASSOCIATION DES CHOMEURS ET PRECAIRES, Romain BOUTEILLE (comédien), Hugo MARSAN (écrivain, journaliste), Jean-Luc BENHAMIAS (directeur de la communication des Verts européens), Jacques ERWAN (conseiller artistique), Jacques VALLE (écrivain), Lise BOUZIDI (correctrice, Syndicat des correcteurs CGT), RADIO ALIGRE, Jean CHEVALET (directeur de recherche CNRS), Roger DADOUN (professeur Université Paris Saint-Denis), EDITIONS DU CENTENAIRE, Félix GUATTARI (psychanalyste), Dominique LARREY (Conseiller municipal Vert de Nossè), Michel TROCHE, Xavier ESSELINCK (architecte), Valérie NATAF (journaliste), Bernard-Thomas ROUDEIX (artiste peintre), Ernest PIGNON-ERNEST (artiste peintre), Yves MICHAUD, Pierre SOUCHAUD (directeur de "Attention"), HASTAIRE (artiste peintre), André ROBERT (critique d'art), Gilles PERRAULT (écrivain), CGT-FO section SETRA-SETUR, Sylvain GAREL (journaliste), Bernard BAISSAT (cinéaste), Dominique ALLAN-MICHAUD (chercheur en sciences politiques), Alain AURENCHÉ (chanteur), Marie-Pierre de PORTA (directrice du Café de la Danse), Sara ALEXANDER (chanteuse), Jocelyne GIRAUD LAURENCE (MEFP), Lény ESCUDERO (chanteur), ANNKRIST (chanteuse), François BRETEAU (élu conseiller Paris-XII), Emmanuel ANTOINE CNIR (Verts), Jacques BOISSINOT (conseiller municipal), Georges BODU (conseiller municipal écologiste Cella St-Cloud), Michel LAVAL (conseiller municipal de Joinville - 94), Catherine CANDELIER (conseillère municipale Sèvres), Ronald REMY (fondateur de Radio Trait d'Union-Mistral, Aix-en-Provence), André RICHARD (responsable des Verts écologistes du Département 92) Olivier MEGRET (médecin), Jean-Louis PEYROUX (journaliste), Xavier KNOWLES (conseiller d'arrondissement du XVII^e arr. de Paris), Claude BOYER (représentant légal du comité "Stop Nogen"), Dominique MAKI (assistant de réalisation), LESBIA MAGAZINE, Christian BRUEL (écrivain, éditeur), Gil CERISAY (chanteur), Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté (section française), Geneviève PASTRE (écrivain, ex-présidente Fréquence Gale), Xavier LACOUTURE (chanteur), Serge LIVROZET (écrivain), Alexandre SKIRDA (écrivain), GUDULE (écrivain), Laurence MOINARD (attachée de presse), Henri BEMY (journaliste Canal 9), Jacques MITON (programmation Espace Lasser), Nicolas CHOQUET (professeur), Yves FREMION (écrivain, Vert européen), Alain CUGNOT (écrivain, cinéaste), Charles CONTE (secrétaire de la Libre Pensée), CNT-AIT, SYNDICAT DES CORRECTEURS CGT.